



Prospectus d'Émission et d'Admission d'Obligations Crédit Agricole S.A. À TAUX FIXE DE 1,30% ET INTERÊTS TRIMESTRIELS Février 2017 / Février 2027

d'un objectif de montant nominal minimum de 100 000 000 euros
susceptible d'être porté à un objectif de montant maximum de 300 000 000 euros
Code valeur FR0013229259

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 1,31 %. Il ressort avec un écart de taux de 0,49 % par rapport aux taux des emprunts d'État français de durée équivalente (0,82%)(*), constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Durée d'investissement conseillée : 10 ans. Toute revente des obligations avant l'échéance peut entraîner un gain ou une perte en capital. Avant toute décision d'investissement, les investisseurs potentiels doivent examiner attentivement toute l'information incluse dans le présent Prospectus et en particulier, les facteurs de risques énumérés et ce en fonction de leur situation financière particulière et de leurs objectifs d'investissement.

Le prix de revente est notamment fonction de l'évolution des marchés, du risque de signature de l'émetteur et de l'existence d'un marché secondaire tels que décrits dans les facteurs de risques mentionnés dans le présent Prospectus.

Les demandes de souscriptions seront reçues du 10/01/2017 au 31/01/2017.

PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

Ce prospectus (le « **Prospectus** ») est composé :

- du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 20 mars 2015 sous le numéro D.15-0180, ainsi que de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 mars 2015 sous le numéro D.15-0180-A01, le 7 mai 2015 sous le numéro D.15-0180-A02, le 12 août 2015 sous le numéro D.15-0180-A03 et le 6 novembre 2015 sous le numéro D.15-0180-A04
- du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 16 mars 2016 sous le numéro D.16-0148, ainsi que de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 1^{er} avril 2016 sous le numéro D.16-0148-A01, le 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0148-A02 ; le 12 août 2016 sous le numéro D.16-0148-A03 et le 10 novembre 2016 sous le numéro D.16-0148-A04
- du résumé du Prospectus ;
- du présent Prospectus



Visa de l'Autorité des Marchés Financiers

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des Marchés Financiers a apposé le visa n°17-003 en date du 5 janvier 2017 sur le présent Prospectus. Ce Prospectus a été établi par l'Émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des Marchés Financiers a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce Prospectus sont disponibles, sans frais, aux heures habituelles de bureau, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) auprès de :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 12 Place des États Unis – 92127 Montrouge Cedex.

Il est disponible sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org
ou sur le site Internet de l'Émetteur : www.credit-agricole.com

Responsable de l'information : Monsieur Jérôme GRIVET, Directeur Général Adjoint en charge des Finances Groupe

(*) taux constaté aux environs de 10h34 heures en date du 5 janvier 2017

Sommaire

	<i>Résumé du Prospectus</i>	<i>page</i>	<i>2</i>
	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page</i>	<i>16</i>
CHAPITRE I	Responsable du Prospectus et responsables du contrôle des comptes	page	32
CHAPITRE II	Documents incorporés par référence	page	34
CHAPITRE III	Renseignements concernant l'émission	page	40
CHAPITRE IV	Evènements récents	page	53
	Mentions légales, coupon-réponse		

RESUME DU PROSPECTUS

Prospectus d'Émission et d'Admission d'Obligations Crédit Agricole S.A.
À TAUX FIXE ET INTERÊTS TRIMESTRIELS
1,30 % Février 2017 / Février 2027 Code valeur : FR0013229259
d'un objectif de montant nominal minimum de 100 000 000 euros
susceptible d'être porté à un objectif de montant maximum de 300 000 000 euros
visa AMF n° 17- 003 en date du 5 janvier 2017

Le résumé qui suit est conforme aux exigences de la directive 2003/71 du Parlement et du Conseil (telle que modifiée, la « Directive Prospectus ») et du règlement 809/2004 de la Commission (tel que modifié, le « Règlement DP ») mettant en œuvre la Directive Prospectus, y compris les exigences de contenu spécifiées en Annexe XXII du Règlement DP. Ces exigences s'appliquent aux titres ayant une valeur nominale de moins de 100 000 euros (ou sa contre-valeur dans toute autre devise) et le résumé ci-après s'adresse aux investisseurs potentiels dans ces titres.

Le résumé doit contenir des informations désignées sous le terme « Élément(s) ». Ces Éléments figurent dans des sections numérotées de A.1 à E.7. Ce résumé contient tous les Éléments qui doivent être inclus dans un résumé pour le type de valeurs mobilières et d'émetteur considéré. Étant donné que certains Éléments ne sont pas pertinents en l'occurrence, il peut y avoir des sauts dans l'ordre de numérotation des Éléments. Par ailleurs, quand bien même un Élément pourrait devoir être inséré dans le résumé en raison du type de valeurs mobilières et d'émetteur, il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée à propos de cet Élément. Dans ce cas, une brève description de l'Élément concerné est incluse dans le résumé avec la mention « sans objet ».

Élément	Section A – Introduction et avertissements	
A.1	Avertissement au lecteur	Ce résumé doit être lu comme une introduction au présent Prospectus et est fourni afin d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les obligations, mais ne remplace pas le Prospectus. Toute décision d'investir dans les obligations doit être fondée sur un examen exhaustif du présent Prospectus par l'investisseur, en ce compris tous les documents incorporés par référence et tout éventuel supplément. Lorsqu'une action en justice est intentée concernant l'information contenue dans le présent prospectus devant une juridiction d'un État Membre de l'Espace Économique Européen (un « État Membre de l'EEE »), le demandeur peut, conformément à la législation nationale de l'État Membre de l'EEE dans lequel l'action est intentée, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire. En application de la transposition des dispositions pertinentes de la Directive Prospectus (Directive 2003/71/CE, telle que modifiée par la Directive 2010/73/UE) dans chaque État Membre de l'EEE, aucune responsabilité civile ne sera attribuée à l'Émetteur dans un État Membre de l'EEE sur la seule base du présent résumé, y compris toute traduction, sauf si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du présent Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Obligations.
A.2	Consentement	Crédit Agricole S.A. (l'« Émetteur ») consent à l'utilisation de ce Prospectus par les Caisses Régionales de Crédit Agricole, auprès desquelles les souscriptions seront reçues en France. Ce consentement est donné pour la période de souscription des Obligations. L'Émetteur n'autorise pas, à la date du présent Prospectus, l'utilisation du Prospectus par d'autres intermédiaires financiers. Les informations sur les conditions de l'offre fournies par les Caisses Régionales de Crédit Agricole sont valables pour la période de souscription des Obligations.

Élément	Section B – Émetteur	
B.1	Raison sociale	Crédit Agricole S.A. (l'« Émetteur »)
	Nom commercial	Crédit Agricole
B.2	Siège social	Crédit Agricole S.A., 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex, France
	Forme juridique	L'Émetteur est constitué sous la forme d'une société anonyme à conseil d'administration. L'Émetteur a été agréé en qualité d'établissement de crédit – banque mutualiste ou coopérative en France par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR »).
	Législation régissant les activités de l'Émetteur	L'Émetteur est régi par le droit français et plus particulièrement par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre II (deux) du Code de commerce. L'Émetteur est également soumis aux dispositions du Code monétaire et financier notamment ses articles L.512-1 et suivants et L.512-47 et suivants, de la loi n° 88-50 du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et à ses statuts. Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de l'Émetteur lorsque celui-ci est défendeur.
	Pays d'origine de l'Émetteur	France
B.4b	Tendance connue ayant des répercussions sur l'Émetteur et ses secteurs d'activité	<i>L'environnement macroéconomiques et des marchés financiers ont un impact sur le Groupe Crédit Agricole et les marchés sur lequel il opère.</i> La première partie de l'année 2016 aura été marquée par l'extrême fébrilité des marchés financiers. La crainte d'un ralentissement chinois plus sensible qu'anticipé et de son cortège de conséquences (plongeon des cours des matières premières, ralentissement sévère de la croissance américaine, déflation en zone euro, enlisement du monde émergent dans la récession) s'est matérialisée par une poussée violente d'aversion au risque et une recherche désespérée d'actifs sûrs. Celle-ci s'est traduite par : une chute du prix du pétrole, une baisse très marquée des taux d'intérêt des titres d'État américains et pays « cœur » de la zone euro, un élargissement des primes de risque acquittées par les pays dits « périphériques » et des « spreads » sur les marchés du crédit, un recul sensible des marchés actions. Rassurés par les discours des banques centrales, les marchés se sont engagés sur une tendance haussière aussi pentue que leur trajectoire baissière l'avait elle-même été. A la suite de ce choc violent mais suivi d'un retour « à la normale » assez rapide, le panorama économique n'a pas été fondamentalement altéré. En revanche, pour contrer les turbulences financières et limiter leurs dommages potentiels sur l'économie réelle, les stratégies monétaires de la Réserve Fédérale (la « Fed ») et de la Banque Centrale Européenne (la « BCE ») ont dû évoluer. La Fed et la BCE ont opté pour une politique, respectivement, encore plus prudente et encore plus souple. Deux événements politiques aussi décisifs qu'inattendus ont marqué le second semestre 2016. En juin 2016, les Britanniques se sont largement prononcés en faveur du « Brexit ». Pris par surprise, les marchés financiers ont réagi violemment en s'écartant de ce qui de près ou de loin recelait du risque. La recherche d'actifs sûrs a violemment fait baisser les taux d'intérêt des titres publics américains, japonais, allemands. En novembre 2016, les américains ont, quant à eux, élu D.Trump à la présidence des États-Unis. Sourds aux risques géopolitiques et aux guerres commerciales potentielles dans un environnement économique mondial déjà fragile, à l'intérieur d'un programme économique aventureux voire incohérent, les marchés ont été séduits par les perspectives d'accélération de la croissance notamment portée par les promesses de baisse d'impôts sur les sociétés et de dépenses d'infrastructure. Le cours de l'or s'est nettement replié, les marchés actions ont progressé, le dollar s'est sensiblement apprécié, les taux longs américains mais également européens se sont tendus. En dépit des turbulences financières et des incertitudes multiples, les grandes économies développées se sont révélées « résilientes ». En effet, en zone euro, la reprise fondée sur le dynamisme de la demande interne s'est confirmée. Aux États-Unis, la croissance s'est poursuivie à un rythme légèrement moins soutenu : la consommation et l'investissement résidentiel ont continué de bien se comporter mais

		l'investissement productif ne s'est pas repris et les échanges extérieurs ont contribué négativement à la croissance. En 2016, en zone euro tout comme aux Etats-Unis, la croissance atteindrait 1,6%. Enfin, en décembre 2016, la Fed a procédé à son premier mouvement de resserrement monétaire (remontée des Fed Funds de 25 points de base) alors que la BCE assouplissait sa politique en optant pour un prolongement du « Quantitative Easing ». En 2017, l'horizon semble dégagé ou, tout au moins, pas encore exagérément couvert. En dépit d'une posture très agressive en termes d'échanges extérieurs, seule une fraction des mesures protectionnistes annoncées par D.Trump semble pouvoir être mise en œuvre. Des changements significatifs des droits de douane sont peu probables. Alors que le financement d'un vaste programme de dépenses d'infrastructure est loin d'être réglé, les ambitions fiscales du candidat Trump donneront lieu à des arbitrages complexes et risquent d'être revues à la baisse. La politique budgétaire prendra cependant une tournure expansionniste. Par ailleurs, le Brexit n'est pas susceptible de faire « dérailler » le scénario économique : le Brexit n'est un problème majeur qu'en ce qu'il est révélateur des problèmes politiques européens. Brillante aux Etats-Unis, honorable en zone euro, la croissance reposerait sur le soutien d'un indéfectible consommateur qui continue de bénéficier (à des degrés évidemment divers) d'une amélioration du marché du travail, de gains de pouvoir d'achat et d'effets de richesse positifs. Les risques américains sont susceptibles de se matérialiser par une hausse des taux longs, une appréciation du dollar et, si la politique budgétaire expansionniste propulse brutalement le taux de croissance nominal bien au-delà de son taux potentiel, par une politique monétaire bien plus agressive mais surtout à partir de 2018. En 2017, la zone euro ne serait pas impactée par les canaux de transmission réels mais financiers : resserrement des conditions financières puis monétaires aux Etats-Unis se traduisant par tensions haussières sur les taux d'intérêt auxquelles s'ajoutent les pressions émanant de son propre risque politique (élections en France puis en Allemagne). Et c'est ainsi à la BCE seule qu'incombera la lourde tâche d'assurer une visibilité minimale, de piloter les taux et de calmer des marchés anxieux et volatils par une politique toujours extrêmement accommodante. <i>Les actions législatives et les mesures réglementaires actuelles ou en projet ont une incidence sur le Groupe Crédit Agricole et l'environnement dans lequel il opère.</i> Les mesures qui ont été ou pourraient être adoptées comprennent des exigences en capital et de liquidité plus strictes, des taxes sur les transactions financières ainsi que des règles applicables en matière d'échange d'informations, en matière fiscale, des limites ou impôts sur la rémunération des employés et des mandataires sociaux au-delà de certains niveaux, des limites sur le type d'activités que les banques commerciales peuvent entreprendre ou bien de nouvelles mesures de séparations pour certaines activités, des normes prudentielles renforcées applicables aux grands organismes bancaires non-US, des restrictions sur les types d'activités financières ou l'utilisation de certains produits tels que les instruments dérivés, les amortissements obligatoires ou la possible conversion en capital de certains titres de créances, des plans de relance améliorés, l'élaboration de plans de résolution, des méthodologies de pondération des risques révisées et la création de nouvelles entités de régulation, y compris le transfert de certaines compétences de supervision vers la BCE, qui sont entrées en vigueur le 4 novembre 2014, et la mise en place du Conseil de Résolution Unique. Certaines de ces nouvelles mesures sont des propositions en cours de discussion et susceptibles d'être révisées ou interprétées différemment, et doivent encore être adaptées au cadre de chaque pays par ses régulateurs nationaux. Des incertitudes subsistent néanmoins quant à ces nouvelles mesures législatives et réglementaires.
B.5	Description du groupe et de la place de l'Émetteur dans le groupe	L'Émetteur, précédemment dénommé Caisse Nationale de Crédit Agricole (« CNCA ») a été créé par une loi de 1920 afin de distribuer des avances et de superviser un groupe de banques régionales mutualistes connues sous le nom de Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel (les « Caisses Régionales ») pour le compte de l'État français. En 1988, l'État français a privatisé la CNCA dans le cadre d'un processus de mutualisation, transférant la majorité de la participation qu'il détenait dans la CNCA aux Caisses Régionales. En 2001, l'Émetteur a été introduit en bourse sur Euronext Paris. Concomitamment à cette introduction en bourse, l'Émetteur a acquis une participation d'environ 25% dans chacune des Caisses Régionales, à l'exception de la Caisse Régionale de la Corse (dont l'Émetteur a acquis 100% en 2008). Au 30 juin 2016, on comptait 39 Caisses Régionales comprenant la Caisse Régionale de la Corse (détenue à 99,9% par l'Émetteur), et 38 Caisses Régionales chacune détenue à hauteur d'environ 25% par l'Émetteur. Le 3 août 2016, l'Émetteur a transféré la majorité de la participation qu'il détenait dans ces 38 Caisses Régionales à SACAM Mutualisation, filiale à 100% des Caisses Régionales : Crédit Agricole SA ne détient donc plus de participation dans

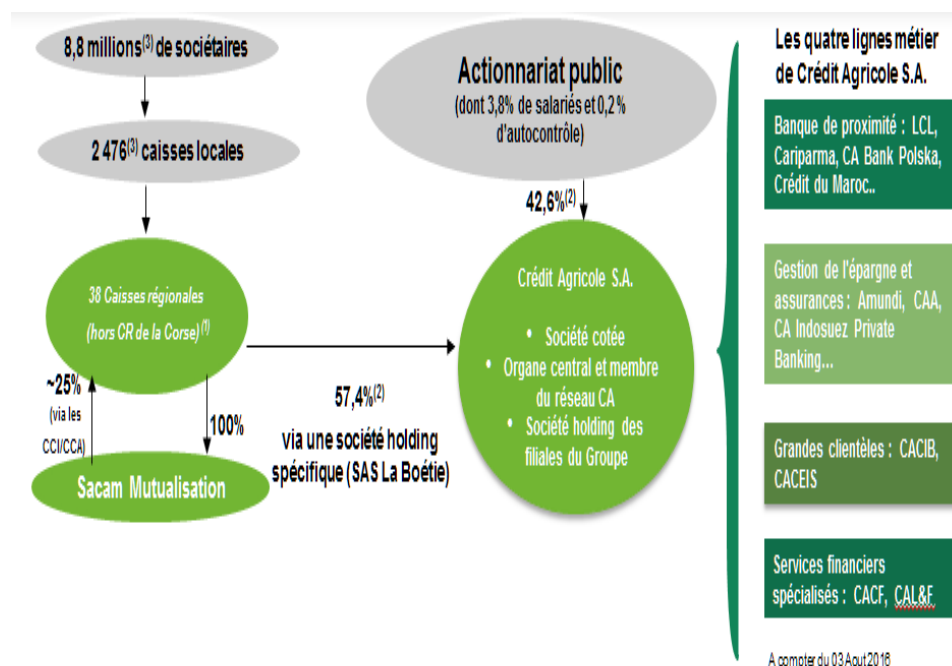
les Caisses Régionales.

L'Émetteur est l'Organe Central du « Réseau du Crédit Agricole », tel que défini par la loi française et comprenant essentiellement l'Émetteur, les Caisses Régionales et les Caisses Locales de Crédit Agricole (les « **Caisses Locales** »), ainsi que d'autres affiliés (essentiellement Crédit Agricole CIB). L'Émetteur coordonne la stratégie commerciale et marketing des Caisses Régionales, et, à travers ses filiales spécialisées, conçoit et gère des produits financiers qui sont principalement commercialisés par les Caisses Régionales et LCL. En outre, l'Émetteur, au titre de ses fonctions d'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole, agit en qualité de « banque centrale » du réseau en matière de refinancement, supervision et lien avec les autorités de régulation, et gère et coordonne les risques financiers et de crédit de l'ensemble des membres du réseau et de ses affiliés.

Conformément aux dispositions de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, en tant qu'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole, l'Émetteur doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du réseau, de ses affiliés, ainsi que de l'ensemble du réseau. Chaque membre du réseau (y compris l'Émetteur) et chacun des affiliés bénéficie de ce mécanisme de solidarité financière. En outre, les Caisses Régionales garantissent, au moyen d'une garantie solidaire et conjointe (la « **Garantie de 1988** »), l'ensemble des obligations de l'Émetteur envers les tiers dans le cas où les actifs de l'Émetteur seraient insuffisants à l'issue de sa liquidation ou de sa dissolution. Le montant garanti par les Caisses Régionales au titre de la Garantie de 1988 est égal au montant agrégé de leurs capital, réserves et report à nouveau.

La directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la « **DRRB** »), transposée en droit français par une ordonnance en date du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière, établit un dispositif de résolution applicable aux établissements de crédit défaillants ou susceptibles de le devenir, ou nécessitant un soutien financier public extraordinaire. Ce dispositif de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme de solidarité financière prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau du Crédit Agricole, qui doit s'exercer préalablement à toute mesure de résolution. Cependant, l'application de la procédure de résolution au Groupe Crédit Agricole pourrait limiter les cas dans lesquels une demande de paiement pourrait être formulée au titre de la Garantie de 1988, si la résolution intervient avant la liquidation.

Organigramme simplifié du Groupe Crédit Agricole :



(1) La Caisse régionale de la Corse, qui est détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est également actionnaire de SACAM Mutualisation

(2) Au 30 septembre 2016

(3) Au 31 décembre 2015

B.9	Prévision ou estimation du bénéfice	Sans objet, l'Émetteur ne publie pas de prévision ou d'estimation de bénéfice.																																																																																													
B.10	Réserves sur les informations financières historiques dans le rapport d'audit	Sans objet, les informations financières historiques contenues dans le rapport d'audit n'ont pas fait l'objet de réserves.																																																																																													
B.12	Informations financières historiques	Informations financières sélectionnées du Groupe Crédit Agricole <table><thead><tr><th></th><th>01/01/2014 – 31/12/2014</th><th>01/01/2015 – 31/12/2015</th><th>01/01/2015 – 30/09/2015</th><th>01/01/2015 – 30/09/2015</th><th>1/01/2016 30/09/2016</th><th>01/01/2016 – 30/09/2016</th></tr><tr><th></th><th>(retraité/ audité)¹</th><th>(audité)</th><th>(non audité)</th><th>(sous jacent/ non audité)²</th><th>(non audité)</th><th>(sous jacent/ non audité)³</th></tr></thead><tbody><tr><td>Produit net bancaire (milliards d'euros) ...</td><td>30,2</td><td>31,8</td><td>23,8</td><td>23,5</td><td>22,5</td><td>23,5</td></tr><tr><td>Résultat net (Part du Groupe – milliards d'euros)</td><td>4,9</td><td>6,0</td><td>4,5</td><td>4,7</td><td>4,2</td><td>4,7</td></tr></tbody></table> Ratios du Groupe Crédit Agricole <table><thead><tr><th></th><th>31/12/2014 (non audité)</th><th>31/12/2015 (non audité)</th><th>30/09/2016 (non audité)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Bâle 3 Ratio Common Equity Tier 1 non phasé.....</td><td>13,1%</td><td>13,7%</td><td>14,4%⁴</td></tr><tr><td>Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé.....</td><td>14,8%</td><td>15,3%</td><td>15,8%³</td></tr><tr><td>Bâle 3 Ratio global phasé</td><td>18,4%</td><td>19,3%</td><td>19,2%³</td></tr></tbody></table> Informations financières sélectionnées de Crédit Agricole S.A. <table><thead><tr><th>(données consolidées en millions d'euros)</th><th>01/01/2014 – 31/12/2014</th><th>01/01/2015 – 31/12/2015</th><th>01/01/2015 – 30/09/2015</th><th>01/01/2015 – 30/09/2015</th><th>01/01/2016 – 30/09/2016</th><th>01/01/2016 – 30/09/2016</th></tr><tr><th></th><th>(retraité/ audité)⁵</th><th>(retraité /examen limité)⁶</th><th>(retraité /non audité)⁷</th><th>(sous jacent/ non audité)⁸</th><th>(non audité)</th><th>(sous jacent/ non audité)⁹</th></tr></thead><tbody><tr><td>Compte de résultat</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Résultat net bancaire</td><td>15.849</td><td>17.194</td><td>12.905</td><td>12.644</td><td>12.275</td><td>12.944</td></tr><tr><td>Résultat brut d'exploitation</td><td>4.761</td><td>5.611</td><td>4.228</td><td>3.967</td><td>3.562</td><td>4.272</td></tr><tr><td>Résultat net</td><td>2.760</td><td>3.971</td><td>2.985</td><td>2.317</td><td>3.565</td><td>2.559</td></tr><tr><td>Résultat net (Part du groupe)</td><td>2.344</td><td>3.516</td><td>2.634</td><td>1.962</td><td>3.249</td><td>2.233</td></tr></tbody></table> ¹ Les informations au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC 21 dont les impacts sont présentés en note 11 des comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole au 31 décembre 2015 ² Les éléments retraités du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont les suivants : DVA Running (GC), couverture de prêts (GC), spreads émetteurs (AHM) et complément de provision pour litiges (GC) ³ Les éléments retraités du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont les suivants : DVA Running (GC), couverture de prêts (GC), spreads émetteurs (AHM), soultes liability management (AHM), plus-value Visa Europe (AHM), ajustement du coût de refinancement (LCL), Eureka (AHM) et provisions réseau LCL (BPF) ⁴ Y compris résultat du T3-16 non audité ⁵ Les informations au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC 21 dont les impacts sont présentés en note 11 des comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2015 ⁶ retraitement du fait de la classification de la contribution des Caisses régionales en IFRS 5 ⁷ retraitement du fait de la classification de la contribution des Caisses régionales en IFRS 5 ⁸ Les éléments retraités du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont les suivants : DVA Running (GC), DVA Running (AHM), couverture de prêts (GC), spreads émetteurs (AHM), complément de provision pour litiges (GC) et Eurêka (AHM) ⁹ Les éléments retraités du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont les suivants : DVA Running (GC), couverture de prêts (GC), spreads émetteurs (AHM), soultes liability management (AHM), plus-value Visa Europe (AHM), ajustement du coût de refinancement (LCL), dividendes des CR (AHM), Eurêka (AHM) et provisions réseau LCL (BPF).		01/01/2014 – 31/12/2014	01/01/2015 – 31/12/2015	01/01/2015 – 30/09/2015	01/01/2015 – 30/09/2015	1/01/2016 30/09/2016	01/01/2016 – 30/09/2016		(retraité/ audité) ¹	(audité)	(non audité)	(sous jacent/ non audité) ²	(non audité)	(sous jacent/ non audité) ³	Produit net bancaire (milliards d'euros) ...	30,2	31,8	23,8	23,5	22,5	23,5	Résultat net (Part du Groupe – milliards d'euros)	4,9	6,0	4,5	4,7	4,2	4,7		31/12/2014 (non audité)	31/12/2015 (non audité)	30/09/2016 (non audité)	Bâle 3 Ratio Common Equity Tier 1 non phasé.....	13,1%	13,7%	14,4% ⁴	Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé.....	14,8%	15,3%	15,8% ³	Bâle 3 Ratio global phasé	18,4%	19,3%	19,2% ³	(données consolidées en millions d'euros)	01/01/2014 – 31/12/2014	01/01/2015 – 31/12/2015	01/01/2015 – 30/09/2015	01/01/2015 – 30/09/2015	01/01/2016 – 30/09/2016	01/01/2016 – 30/09/2016		(retraité/ audité) ⁵	(retraité /examen limité) ⁶	(retraité /non audité) ⁷	(sous jacent/ non audité) ⁸	(non audité)	(sous jacent/ non audité) ⁹	Compte de résultat							Résultat net bancaire	15.849	17.194	12.905	12.644	12.275	12.944	Résultat brut d'exploitation	4.761	5.611	4.228	3.967	3.562	4.272	Résultat net	2.760	3.971	2.985	2.317	3.565	2.559	Résultat net (Part du groupe)	2.344	3.516	2.634	1.962	3.249	2.233
	01/01/2014 – 31/12/2014	01/01/2015 – 31/12/2015	01/01/2015 – 30/09/2015	01/01/2015 – 30/09/2015	1/01/2016 30/09/2016	01/01/2016 – 30/09/2016																																																																																									
	(retraité/ audité) ¹	(audité)	(non audité)	(sous jacent/ non audité) ²	(non audité)	(sous jacent/ non audité) ³																																																																																									
Produit net bancaire (milliards d'euros) ...	30,2	31,8	23,8	23,5	22,5	23,5																																																																																									
Résultat net (Part du Groupe – milliards d'euros)	4,9	6,0	4,5	4,7	4,2	4,7																																																																																									
	31/12/2014 (non audité)	31/12/2015 (non audité)	30/09/2016 (non audité)																																																																																												
Bâle 3 Ratio Common Equity Tier 1 non phasé.....	13,1%	13,7%	14,4% ⁴																																																																																												
Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé.....	14,8%	15,3%	15,8% ³																																																																																												
Bâle 3 Ratio global phasé	18,4%	19,3%	19,2% ³																																																																																												
(données consolidées en millions d'euros)	01/01/2014 – 31/12/2014	01/01/2015 – 31/12/2015	01/01/2015 – 30/09/2015	01/01/2015 – 30/09/2015	01/01/2016 – 30/09/2016	01/01/2016 – 30/09/2016																																																																																									
	(retraité/ audité) ⁵	(retraité /examen limité) ⁶	(retraité /non audité) ⁷	(sous jacent/ non audité) ⁸	(non audité)	(sous jacent/ non audité) ⁹																																																																																									
Compte de résultat																																																																																															
Résultat net bancaire	15.849	17.194	12.905	12.644	12.275	12.944																																																																																									
Résultat brut d'exploitation	4.761	5.611	4.228	3.967	3.562	4.272																																																																																									
Résultat net	2.760	3.971	2.985	2.317	3.565	2.559																																																																																									
Résultat net (Part du groupe)	2.344	3.516	2.634	1.962	3.249	2.233																																																																																									

		<i>(Données consolidées en milliards d'euros)</i>	31/12/2014 (retraité/ audité) ¹⁰	31/12/2015 (audité)	31/12/2015 (retraité/examen limité) ¹¹	30/09/2016 (non audité)
		Total du bilan	1.589,0	1.529,3	1.529,3	1.569,7
		Prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit	682,6	698,2	698,2	722,8
		Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.....	615,2	645,2	645,2	633,2
		Capitaux propres (part du groupe)	50,1	53,8	53,8	58,0
		Total capitaux propres	56,2	59,4	59,4	63,6
		Ratios de Crédit Agricole S.A.	31/12/2014	31/12/2015		30/09/2016
			(non audité)	(non audité)		(non audité)
		Bâle 3 Ratio Common Equity Tier1 non phasé.....	10,4 %	10,7 %		12,0 % ¹²
		Bâle 3 Ratio Tier 1 phasé	13,7 %	13,7%		14,8 % ¹¹
		Bâle 3 Ratio global phasé.....	<u>19,6 %</u>	<u>20,3 %</u>		<u>20,0 %¹¹</u>
		¹⁰ Les informations au 31 décembre 2014 ont été retraitées suite à l'entrée en vigueur d'IFRIC 21 dont les impacts sont présentés en note 11 des comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2015				
		¹¹ Retraité de l'opération de simplification de la structure du capital du Groupe Crédit Agricole SA				
		¹² Y compris résultat du T3-16 non audité				
	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur	Il ne s'est produit aucune détérioration significative de nature à avoir des répercussions sur les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2016 autres que ceux décrits, le cas échéant, dans le Prospectus ou tout document incorporé par référence à celui-ci.				
B.13	Événements récents présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de la solvabilité de l'Émetteur	Conformément au projet de simplification de la structure du Groupe Crédit Agricole S.A. annoncé le 17 février 2016, au protocole d'accord signé le 21 juillet 2016 entre les parties concernées, et au contrat de cession définitif signé le 1er août 2016, l'Émetteur a procédé, le 3 août 2016, au transfert de la majorité des Certificats Coopératifs d'Investissements (« CCI's ») et des Certificats Coopératifs d'Associé (« CCAs ») qu'il détenait dans le capital de 38 Caisses Régionales à SACAM Mutualisation, filiale à 100% des Caisses Régionales (l'« Opération »). Cette Opération s'inscrit dans une optique de simplification de la structure du Groupe Crédit Agricole S.A. vis-à-vis du marché et du superviseur, de meilleure lisibilité de l'Émetteur et de ses métiers, de renforcement de sa structure financière et de la qualité du capital du Groupe Crédit Agricole S.A. et d'accroissement de la mutualisation des résultats des Caisses Régionales. Le prix final de cession s'élève à 18,542 milliards d'euros, après ajustement pour tenir compte de l'évolution des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses Régionales entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016. Concomitamment à la réalisation de l'Opération, le mécanisme de garantie Switch 1 couvrant la participation de l'Émetteur dans les Caisses Régionales a pris fin (le mécanisme de garantie Switch 2 couvrant certaines activités d'assurance ayant quant à lui été maintenu avec le débouclage de la garantie Switch pour sa composante couvrant les CCI's/CCAs, tel que prévu par le contrat, et le remboursement du dépôt de garantie de 5 milliards d'euros. Par ailleurs, l'Émetteur a accordé des prêts à 10 ans (avec faculté de remboursements anticipés après 4 ans) aux Caisses Régionales pour un montant total de 11 milliards d'euros, et portant intérêt au taux de 2,15% par an, afin de financer une partie de l'augmentation de capital de SACAM Mutualisation. L'impact de l'Opération en année pleine sur le résultat net part du groupe du Groupe Crédit Agricole S.A. aurait été sur 2015 une contribution négative nette de l'ordre de -470 millions d'euros. Cet impact résulte principalement de l'élimination de la quote-part de résultat des CCI et des CCA (auparavant comptabilisée en quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence) du résultat du Groupe Crédit Agricole S.A., en partie compensée par l'impact après impôt de l'élimination des coûts annuels relatifs au contrat Switch 1 pesant sur l'Émetteur, des intérêts des prêts consentis aux Caisses Régionales et de l'économie d'intérêts provenant de				

		certaines mesures d'optimisation de bilan, telles que ces économies ont été estimées lors de l'annonce de l'Opération en février 2016. Ces mesures d'optimisation de bilan ont été réalisées en mars 2016. En outre, les estimations ci-dessus n'incluent pas le coût exceptionnel de ces mesures d'optimisation de bilan, qui a été plus faible que prévu (-683 millions d'euros au lieu de -750 millions d'euros), et ne reflètent pas les autres impacts résultant de l'Opération, en particulier un profit net exceptionnel de l'ordre de 1,25 milliards d'euros comptabilisé au troisième trimestre 2016. Cette Opération conforte, en outre, la situation prudentielle du Groupe Crédit Agricole S.A. par un renforcement de ses fonds propres permettant, en particulier, de sécuriser une politique de versement de dividendes en numéraire avec un taux de distribution de 50%. En outre, l'Émetteur a estimé que, si l'Opération avait été mise en œuvre le 30 juin 2016, elle aurait eu un impact positif d'environ 70 points de base sur son ratio CET 1 non phasé. Cet impact est principalement dû à la baisse des emplois pondérés d'environ 10 milliards d'euros qui résulterait de l'Opération, mais n'inclut pas les effets des opérations d'optimisation de bilan réalisées en mars 2016. Cette Opération sera neutre à l'échelle du Groupe Crédit Agricole, que ce soit en termes de ratios prudentiels ou de résultats. Elle sera également neutre en termes de liquidité interne et de mécanismes de solidarité du Réseau Crédit Agricole et de ses affiliés.
B.14	Dépendance de l'Émetteur au sein du Groupe Crédit Agricole	L'Émetteur est l'Organe Central et un membre du Réseau du Crédit Agricole. Voir également l'Élément B.5 ci-dessus relatif à la dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du Groupe.
B.15	Principales activités de l'Émetteur	L'organisation de l'Émetteur s'articule, au 1er janvier 2016, autour de quatre (4) pôles métiers : - un pôle « Banques de Proximité », regroupant LCL et les banques de proximité à l'international. - un pôle « Épargne et Assurances », regroupant la gestion d'actifs, les assurances et la gestion de fortune ; - un pôle « Grande Clientèle », regroupant la banque de financement et d'investissement et les services financiers aux institutionnels ; et - un pôle « Services Financiers Spécialisés », regroupant le crédit à la consommation et le crédit-bail et affacturage. Le 9 mars 2016, le Groupe Crédit Agricole a présenté son nouveau plan à moyen terme pour 2016-2019 intitulé « Ambition Stratégique 2020 » (le « Plan à Moyen Terme 2019 »). Ce nouveau plan, élaboré conjointement par les Caisses Régionales et l'Émetteur est un projet de développement qui s'inscrit dans la droite ligne du Projet de groupe 2010 à 10 ans et s'appuie sur les résultats délivrés par le plan à moyen-terme 2014-2016. Le Plan à Moyen Terme 2019 s'articule autour de quatre axes prioritaires : (i) la mise en œuvre de la simplification de l'organisation capitalistique du Groupe Crédit Agricole, (ii) le déploiement d'un Projet Client ambitieux, amplifié par la transformation digitale au service des clients, (iii) le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe Crédit Agricole sur ses métiers cœurs, et (iv) la transformation du Groupe Crédit Agricole, pour améliorer son efficacité industrielle. Le Plan à Moyen Terme 2019 se base sur des hypothèses et reste en conséquence, par définition, sujet à des incertitudes.
B.16	Contrôle de l'Émetteur	Au 30 septembre 2016, les Caisses Régionales contrôlaient, indirectement au travers de SAS Rue la Boétie, l'Émetteur avec 57,38% du capital et 57,51% des droits de vote.
B.17	Notation	Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation. À titre d'information, à la date du présent Prospectus les notations concernant la dette de Crédit Agricole SA sont les suivantes : - Standard & Poor's Credit Market Services Europe Limited (« Standard & Poor's ») : A concernant la dette senior non garantie de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an, A-1 concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins;

		- Moody's Investors Service Limited (« Moody's ») : A1 concernant la dette senior non garantie de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an, Prime-1 concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins; et - Fitch Rating Limited (« Fitch ») : A concernant la dette senior non garantie de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an et F1 concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins. Ces informations sont rendues publiques par les agences Standard & Poor's, Moody's et Fitch sur leurs sites Internet. L'Émetteur est noté sur une base sollicitée par ces trois agences seulement. D'autres agences notent Crédit Agricole SA sur une base non sollicitée. Standard & Poor's, Moody's et Fitch sont établies dans l'Union Européenne et ont été enregistrées en application du Règlement (CE) No. 1060/2009 relatif aux agences de notation.
Élément	Section C – Valeurs mobilières	
C.1	Nature et catégorie des valeurs mobilières	Les titres (les « Obligations ») sont des titres de créance non complexes soumis au droit français. Leur code ISIN est le FR0013229259
C.2	Devise	Les Obligations sont libellées en euros et ont une valeur nominale d'un (1) euros chacune (la « Valeur Nominale »). Prix d'émission: 100 %, soit un (1) euros par Obligation payable en une seule fois à la Date de Règlement.
C.5	Restrictions à la libre négociabilité	Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des Obligations.
C.8	Droit attachés aux Obligations et rang de créance	Les Obligations sont des titres de créance à taux fixe et intérêts trimestriels non complexes (au sens de l'article 314-57 du Règlement Général de l'AMF), ayant une valeur nominale inférieure à 100 000 Euros, soumis au droit français. Les Obligations et leurs intérêts constituent des engagements directs et inconditionnels de droit français de l'Émetteur, non subordonnés, non assortis de sûretés et chirographaires venant au rang d'engagements défini à l'article L613-30-3-I-3° du code monétaire et financier et au même rang entre elles. À l'exception de certaines obligations ou dettes bénéficiant d'une priorité en vertu de la loi applicable (qui leur sont donc supérieures) et sans préjudice des conditions relatives au « <i>Maintien des Obligations à leur Rang</i> » décrites ci-dessous, les Obligations auront un rang au moins égal à tout autre endettement ou engagement financier présent ou futur de l'Émetteur, non subordonné et non assorti de sûreté. Maintien des Obligations à leur rang L'Émetteur ne constituera aucune sûreté sur l'une quelconque de ses obligations ou endettements similaires émis ou garantis par lui sans constituer de sûreté équivalente sur les Obligations restant dues. Cet engagement se rapporte exclusivement aux émissions d'obligations et n'affecte en rien la liberté de l'Émetteur de disposer de la propriété de ses biens ou de conférer toute sûreté sur lesdits biens en toutes autres circonstances. Cas de défaut : Les modalités des Obligations ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements. Toutefois, si un jugement prononce la liquidation judiciaire de l'Émetteur ou si une liquidation de l'Émetteur intervient pour toute autre raison, les Obligations deviendront immédiatement remboursables. Renonciation aux Droits de Compensation : Aucun porteur ne peut exercer ou se prévaloir, à quel que moment que ce soit, de quelconques Droits de Compensation du montant qui lui est dû par l'Émetteur au titre des Obligations avec de quelconques droits, créances ou engagements que l'Émetteur a ou pourrait avoir ou acquérir à l'encontre de chaque porteur, directement ou indirectement, et quelle qu'en soit la cause (y compris tous les droits, créances ou engagements

		résultant de ou liés à tous contrats, tous instruments de quelles que sortes que ce soient, ou à toutes obligations non contractuelles et dans tous les cas, que ces droits, créances ou engagements découlent ou pas des Obligations) et chaque porteur est présumé avoir renoncé à tous les Droits de Compensation dans la mesure ou la loi applicable à de tels droits, créances et engagements existants ou potentiels le permet. Ainsi, les porteurs ne pourront pas se prévaloir, de quelle que manière que ce soit, de la possibilité de compenser les montants des éventuelles dettes qu'ils auraient envers l'Emetteur avec les montants qu'ils leur seraient dus par l'Emetteur au titre des Obligations.
C.9	Taux nominal	Le taux nominal annuel est de 1,30 %. Les Obligations rapporteront un intérêt trimestriel payable en une seule fois sur la base d'un taux d'intérêt trimestriel égal au taux nominal annuel divisé par 4, nonobstant le nombre de jours de la période considérée, soit 1,30 % divisé par 4, soit 0,325 % du nominal. Les dates de paiement des intérêts seront les 8 février, 8 mai, 8 août et 8 novembre de chaque année. Le premier terme d'intérêt sera payable le 8 mai 2017. Les intérêts cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Émetteur. Les intérêts seront prescrits dans un délai de cinq (5) ans.
	Date d'entrée en jouissance	08/02/2017
	Durée de l'émission	Dix (10) ans
	Amortissement, remboursement	Amortissement normal : À moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées, rachetées ou annulées, les Obligations seront amorties en totalité le 08/02/2027, ou le premier Jour Ouvré suivant ce jour si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, par remboursement au pair. Le capital et les intérêts seront prescrits dans un délai de cinq (5) ans à compter de la date à laquelle ils sont dus. <i>Convention de Jour Ouvré :</i> <i>Si la Date de remboursement tombe un jour qui n'est pas un Jour Ouvré, elle sera repoussée au Jour Ouvré suivant. Jour Ouvré désigne tout jour où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel (" TARGET ") ou tout système qui lui succèderait, fonctionne.</i> b) Amortissement anticipé - <i>Par rachats, offres publiques d'achat ou d'échange</i> L'Émetteur ou tout agent agissant en son nom et pour son compte se réserve le droit de procéder à tout moment à des rachats d'Obligations en bourse ou hors bourse (y compris par le biais d'offres publiques d'achat ou d'échange), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des Obligations restant en circulation conformément aux lois et règlements en vigueur. Les Obligations ainsi rachetées pourront, au gré de l'Émetteur, être conservées ou annulées conformément aux lois et règlements applicables. - <i>Par remboursements anticipés</i> Les Obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé total (et pas seulement partiel), à tout moment, à la discrétion de l'Émetteur, à un montant égal à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus jusqu'à la date de remboursement (exclue) en cas de survenance d'un Évènement Fiscal. Par Évènement Fiscal, il convient de comprendre l'occurrence d'une quelconque modification du régime fiscal des paiements relatifs aux Obligations, entrant en vigueur à ou après la Date de Règlement, ayant pour conséquences de réduire la part fiscalement déductible relative aux

		intérêts dus par l'Émetteur au titre des Obligations. - <i>Annulation</i> Les Obligations amorties ou rachetées pour annulation seront annulées par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France. Les Obligations ainsi annulées ne pourront être réémises ou revendues et l'Émetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Obligations.
	Mode de représentation des porteurs d'Obligations	Les porteurs d'Obligations sont groupés en une masse (la « Masse ») jouissant de la personnalité civile. Le représentant titulaire est : Monsieur Stéphane MONIN Demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Émetteur, est de 300 euros par an ; elle sera payable le 8 février de chaque année et pour la première fois le 08/02/2018. Le représentant suppléant est : Monsieur Philippe de LAMARZELLE Demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEoust
C.10	Instruments dérivés	Sans objet, les intérêts produits ne sont pas liés à un instrument dérivé.
C.11	Cotation	Les Obligations feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris. La date d'admission est le 08/02/2017 sous le numéro de code FR0013229259
Élément	Section D – Risques	
D.2	Facteurs de Risques liés à l'Émetteur	Il existe certains facteurs susceptibles d'affecter la capacité de l'Émetteur à remplir ses obligations résultant des Obligations. Ces facteurs de risque sont liés à l'Émetteur, à son activité, à son secteur d'activité et à sa structure. Ces facteurs de risque incluent notamment (de manière non-exhaustive) : (a) le risque inhérent aux activités bancaires, notamment les risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de refinancement, de gestion actif-passif, opérationnel et le risque de défaut ; (b) la dégradation des conditions de marché et de l'environnement économique en Europe pourrait avoir un impact négatif sur les résultats et la situation financière de l'Émetteur et la persistance ou la dégradation de ces conditions économiques et de marché défavorables pourrait aggraver leur impacts sur les institutions financières en général et sur l'Émetteur en particulier ; (c) des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l'Émetteur ainsi que l'environnement dans lequel il opère ; (d) le régime de résolution bancaire institué par la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que transposée en France par l'ordonnance du 20 Aout 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière) prévoient diverses mesures de résolution destinées à prévenir la défaillance des établissements de crédit. Parmi ces mesures, celles dites de renflouement interne permettent aux autorités de résolution de procéder à la dépréciation partielle ou totale ou à la conversion en capital de l'Émetteur (i.e. : fonds propres de base de catégorie 1)

		des instruments de fonds propres et des engagements éligibles de l'Émetteur (dont les Obligations), sous certaines conditions et en fonction de leur rang de créance. Il existe par ailleurs d'autres mesures de résolution qui peuvent également avoir un effet négatif sur les conditions des Obligations et leur remboursement ; (e) du fait du périmètre de ses activités, l'Émetteur peut être vulnérable aux environnements ou circonstances politiques, macroéconomiques, ou financiers spécifiques ; (f) les conditions de marché ou les conditions économiques défavorables peuvent entraîner une baisse des revenus consolidés de l'Émetteur ; (g) le périmètre international des activités du Groupe Credit Agricole SA l'expose à des risques spécifiques ; (h) l'Émetteur fait face à une concurrence intense, exerçant son activité dans un environnement compétitif qui fait naître des risques dont certains qu'il n'est pas en mesure de contrôler ; (i) le Groupe Crédit Agricole pourrait ne pas parvenir à atteindre les objectifs fixés dans son Plan à Moyen Terme 2019 ; (j) une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Émetteur peut affecter la valeur de marché des Obligations ; (k) l'Émetteur est exposé au risque d'insolvabilité des clients et contreparties ; (l) l'Émetteur et le Groupe Crédit Agricole sont soumis à des systèmes de supervision réglementaires étendus qui peuvent changer ; (m) la capacité de l'Émetteur à attirer et à garder des personnels qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et son incapacité à le faire pourrait avoir un impact négatif sur sa performance ; (n) toute interruption ou défaillance des systèmes d'information de l'Émetteur pourrait entraîner un manque à gagner et engendrer des pertes ; (o) bien que la contribution des Caisses Régionales au résultat net de l'Émetteur soit significative et bien que l'Émetteur exerce des pouvoirs importants sur celles-ci au titre de sa fonction d'Organe Central, il ne contrôle pas les décisions prises par les sociétaires/actionnaires de celles-ci ; (p) à la suite du transfert de sa participation de l'Émetteur dans 38 Caisses Régionales, le résultat net part du Groupe des Caisses Régionales ne sera plus comptabilisé dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole S.A. ; (q) l'Émetteur émet un grand nombre d'instruments financiers (y compris les Obligations) sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les Obligations, le porteur se repose sur la qualité de crédit de l'Émetteur et de nulle autre personne ; (r) des changements significatifs de taux d'intérêts peuvent affecter défavorablement les revenus consolidés de l'Émetteur et sa rentabilité ; (s) si les capacités du Fonds de Garantie s'avéraient insuffisantes à rétablir la liquidité et la solvabilité d'un membre du réseau ou de l'un de ses affiliés, l'Émetteur pourrait être amené à injecter dans le fonds des sommes supplémentaires ; (t) l'avantage procuré par la Garantie de 1988 consentie par les Caisses Régionales peut être limité par la mise en œuvre du régime de résolution bancaire, lequel tend à privilégier la résolution par rapport à la liquidation ; (u) les Caisses Régionales détiennent une majorité des titres de l'Émetteur et pourraient avoir des intérêts divergents à ceux de l'Émetteur ; et
--	--	--

		(v) le référendum de sortie de l'Union européenne organisé au Royaume-Uni pourrait avoir un impact négatif sur l'Émetteur et sur les marchés sur lesquels il intervient et imposer à l'Émetteur d'importants coûts de réorganisation.
D.3	Facteurs de risque liés aux Obligations	Il existe certains facteurs susceptibles d'affecter les Obligations. Ces facteurs de risque sont notamment (de manière non-exhaustive) : (a) Les Obligations sont construites dans la perspective d'un investissement jusqu'à la Date d'Échéance. En cas de revente des Obligations avant la Date d'Échéance, aucun intérêt ou prime spécifique ne sera versé et il existe un risque de moins-value par rapport au prix d'acquisition ; (b) Les Obligations peuvent être remboursées par l'Émetteur par anticipation en cas de survenance d'évènement fiscal (modification du régime fiscal des Obligations) décrit dans le présent Prospectus. Ces possibilités de remboursement anticipé pourraient avoir un impact sur la valeur de marché des Obligations ; (c) les termes et conditions des Obligations ne prévoient aucune restriction limitant le montant de dette de même rang que l'Émetteur peut émettre. L'émission de tels instruments pourrait réduire le montant que recevront les porteurs des Obligations en cas de liquidation de l'Émetteur ; (d) les modalités des Obligations ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements ; (e) les modalités des Obligations contiennent une disposition au travers de laquelle les porteurs renoncent à l'exercice, à tout moment, de leurs droits de compensation potentiels des sommes qui leur seraient dus par l'Émetteur au titre des Obligations et des obligations, de quelle nature que ce soit, dont ils seraient redevables envers l'Émetteur ; (f) L'Émetteur ne sera pas tenu de majorer ses paiements au titre des Obligations afin de compenser une retenue à la source qui serait instaurée ; (g) Risque de marché et de taux : aucune assurance ne peut être donnée quant à l'évolution du marché secondaire des Obligations ou quant à la liquidité d'un investissement dans les Obligations du fait de l'existence éventuelle d'un tel marché ou de l'admission des Obligations aux négociations sur Euronext Paris ; (h) Les modalités des Obligations sont fondées sur les lois et règlements en vigueur à la date du présent Prospectus, qui peuvent changer sans pouvoir donner d'assurance quant aux conséquences d'un tel changement ; (i) L'assemblée générale des porteurs d'Obligations peut modifier certaines caractéristiques des Obligations dans les conditions prévues par la législation applicable. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs des Obligations, y compris ceux qui ont voté contre la résolution considérée ou qui n'étaient pas présents ou représentés à l'assemblée générale ; (j) La baisse de notation de crédit de l'Émetteur peut affecter la valeur de marché des Obligations ; (k) Les Obligations sont des instruments financiers qui pourraient ne pas convenir à certains investisseurs. Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Obligations et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition des Obligations ; (l) Le rendement effectif des Obligations pourrait être réduit par rapport au rendement indiqué en raison de coûts de transaction (m) Le Conseil de l'Union européenne a adopté la Directive 2011/16/UE du Conseil relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (telle qu'amendée par la Directive 2014/107/UE) (la « DCAF ») en application de laquelle les États membres

		de l'Union européenne sont, de manière générale, tenus d'appliquer de nouvelles mesures relatives à l'échange obligatoire et automatique d'informations depuis le 1er janvier 2016. La DCAF a de manière générale une portée plus large que la Directive Épargne du 3 juin 2003, bien qu'elle ne prévoit pas de retenue à la source. Afin d'éviter le cumul des dispositions de la Directive Épargne et de la DCAF, le Conseil de l'Union européenne a adopté le 10 novembre 2015 la Directive 2015/2060/UE du Conseil abrogeant la Directive Épargne (la « Directive Modificatrice »), depuis le 1er janvier 2017 en ce qui concerne l'Autriche et depuis le 1er janvier 2016 en ce qui concerne les autres États membres de l'Union européenne. Les investisseurs sont invités à se renseigner, et le cas échéant à consulter leur conseil fiscal habituel, au sujet des conséquences de la Directive Épargne et de la Directive Modificatrice et des nouvelles mesures devant s'y substituer, sur leur investissement ; (n) Les transactions sur les Obligations peuvent faire l'objet de la taxe européenne sur les transactions financières, si celle-ci est adoptée ; (o) Dans la mesure où les Obligations ne sont pas garanties, les droits des porteurs peuvent être affectés défavorablement ; (p) La Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (transposée en France par l'ordonnance du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière) pourrait imposer la dépréciation (totale ou partielle) ou la conversion en capital (i.e. fonds propres de base de catégorie 1 de l'Émetteur) des Obligations dans certaines circonstances (étant précisé que feront l'objet d'une conversation ou d'une dépréciation totale ou partielle, en premier lieu, les instruments de fonds propres de l'Émetteur et les obligations de rang inférieur à celui des Obligations) : il existe donc un risque pour les investisseurs des Obligations de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur l'Émetteur si les instruments de fonds propres de l'Émetteur et les engagements de l'Émetteur de rang inférieur à celui des Obligations ne suffisaient pas à son renflouement ; (q) Le rendement des Obligations pourrait être limité ou retardé en cas d'insolvabilité de l'Émetteur ; <i>Chaque investisseur potentiel doit déterminer, en se fondant sur une analyse personnelle indépendante et lorsque les circonstances l'exigent, sur les conseils de professionnels, si l'acquisition des Obligations est en adéquation avec sa situation, ses besoins, et ses objectifs financiers, si elle est en conformité avec l'ensemble des politiques, instructions et restrictions d'investissement lui étant applicables et si elle constitue un investissement adapté, approprié et adéquat, compte tenu des risques substantiels inhérents à l'investissement ou à la détention des Obligations.</i>
Élément	Section E – Offre	
E.2b	But de l'émission	Le produit de la présente émission est destiné à pourvoir aux besoins de liquidité de l'Émetteur aux fins de financer son activité.
E.3	Modalités et conditions de l'offre	Montant de l'émission L'objectif de montant minimum de l'émission est de 100 000 000 euros représenté par 100 000 000 Obligations d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune. Il est susceptible d'être porté à un objectif de montant maximum de 300 000 000 euros représenté par 300 000 000 Obligations d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune. L'offre n'est soumise à aucun montant minimum ni maximum pour son succès. En tout état de cause, le montant de l'émission sera limité au montant des souscriptions recueillies. Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 750 000 euros correspondant à une commission de montage et à une commission de placement due aux intermédiaires financiers et d'environ 18 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 99 232 000 euros. Période et procédure de souscription L'émission des Obligations fera l'objet d'une offre au public en France. Cette offre de titres est

		destinée à des investisseurs personnes physiques et morales. La souscription sera ouverte du 10 janvier 2017 au 31 janvier 2017 à 17 heures. Aucun minimum de souscription n'est exigé sous réserve de la Valeur Nominale des Obligations. Prix d'émission: 100 %, soit un (1) euro par Obligation payable en une seule fois à la Date de Règlement. Date de Règlement : 08/02/2017 Service Financier Le service financier de l'emprunt centralisé par CACEIS Corporate Trust, sera assuré par les intermédiaires teneurs de compte et le service des Obligations (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Émetteur.
E.4	Conflits d'intérêts	Les Caisses Régionales qui commercialisent les Obligations en qualité de distributeurs sont également actionnaires de l'Émetteur au travers de la SAS La Boétie. Par ailleurs, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB) agit en qualité d'animateur de marché et CACEIS Corporate Trust assure la centralisation du service financier de l'emprunt. Ces sociétés sont toutes deux des filiales de l'Émetteur.
E.7	Estimation des dépenses facturées à l'investisseur	Les frais sont inclus dans le prix d'achat des Obligations.

FACTEURS DE RISQUES

Crédit Agricole S.A. (« l'Émetteur ») considère que les risques ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des obligations de l'émission objet de ce prospectus (les « Obligations »). La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire et l'Émetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux Obligations, sont décrits ci-dessous.

L'Émetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les Obligations, mais l'incapacité de l'Émetteur à payer tout montant au titre de, ou en relation avec, les Obligations peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous.

L'Émetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention des Obligations sont exhaustifs. Avant toute décision d'investissement, les investisseurs potentiels doivent examiner attentivement toute l'information incluse dans ce Prospectus et en particulier, en prenant leur décision d'investissement, les facteurs de risques liés aux Obligations énumérés ci-après, et ce en fonction de leur situation financière particulière et de leurs objectifs d'investissement.

Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et prendre en considération les informations contenues dans le chapitre 5 intitulé « *Facteurs de risque et pilier 3* » (p.218 à 304) et les notes annexes aux états financiers consolidés annuels du Groupe Crédit Agricole S.A. (p.324 à 451) du document de référence 2015.

A – FACTEURS DE RISQUES LIES L'EMETTEUR ET A SON ACTIVITE

1 - L'Émetteur est soumis à différentes catégories de risques inhérents à son activité

Il existe plusieurs catégories de risque liées à l'activité bancaire de l'Émetteur telles que décrites ci-dessous

a) Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit représente le risque de perte dû à l'incapacité des clients et autres contreparties (y compris les États souverains) à faire face à leurs obligations contractuelles de remboursement ou le risque de pertes de valeur d'une position de marché liée à la perte de solvabilité des contreparties.

b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte lié aux variations des paramètres de marché (prix, cours, taux d'intérêt, taux de change, spread de crédit, corrélation, volatilité...). C'est également le risque de perte liée à une mauvaise valorisation des opérations et le risque de liquidité impactant la valorisation des positions.

c) Risque de liquidité et de refinancement

Le risque de liquidité et de refinancement est le risque que l'Émetteur ne puisse pas obtenir des financements à un prix acceptable afin de faire face à ses obligations à leurs échéances.

d) Risque de gestion actif-passif

Le risque de gestion actif-passif est le risque de perte de valeur économique lié aux décalages de taux, d'échéances et de nature entre les actifs et passifs. Pour les activités bancaires, ce risque s'analyse hors du portefeuille de négociation et recouvre essentiellement ce qui est appelé le risque global de taux. Pour les activités d'assurance, ce risque comprend également le risque de décalage lié à l'évolution de la valeur des actions et des autres actifs du fonds général tels que les actifs immobiliers.

e) Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes défectueux ou inadaptés ou d'événements externes, qu'ils soient de nature délibérée, accidentelle ou naturelle. Le risque opérationnel recouvre les risques de ressources humaines, les risques juridiques, les risques fiscaux, les risques liés aux systèmes d'information, les risques de production et les risques inhérents

À l'information financière publiée ainsi que les conséquences pécuniaires éventuelles du risque de non-conformité et du risque de réputation. Les processus internes sont notamment ceux impliquant le personnel et les systèmes informatiques. Les inondations, les incendies, les tremblements de terre, les attaques terroristes, etc., sont des exemples d'événements externes.

Le risque de non-conformité est défini dans la réglementation française comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, assorti de pertes financières significatives, qui naissent du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises, notamment, en application des orientations de l'organe délibérant.

f) Risque de défaut

L'attention des porteurs des Obligations est attirée sur le fait que le remboursement intégral du capital à la Date d'Échéance reste sujet au risque de défaut de l'Émetteur.

2 - La dégradation des conditions de marché et de l'environnement économique dans lequel il intervient pourrait avoir un impact négatif sur les résultats et la situation financière de l'Émetteur.

La persistance ou la dégradation de conditions économiques et de marché défavorables pourrait aggraver leur impact sur les institutions financières en général et sur l'Émetteur en particulier. Une telle dégradation a résulté, et pourrait à l'avenir résulter notamment d'une détérioration des conditions sur les marchés de la dette, des récessions régionales ou globales, de fluctuations du prix des matières premières (pétrole en particulier) ou de la hausse ou de la baisse des taux d'intérêts, de l'inflation ou de la déflation, ou encore d'événements géopolitiques (catastrophe naturelle, acte terroriste ou conflit armé). A ce titre, l'élection de D. Trump aux Etats-Unis, en novembre 2016, pourrait avoir un impact sur les marchés. Notamment les perturbations significatives et exceptionnelles qu'ont connues encore très récemment les marchés financiers, en particulier les marchés primaire et secondaire de la dette, y compris de la dette d'États souverains, ont eu, et pourraient avoir, si elles se manifestaient à nouveau à l'avenir une incidence défavorable sur le refinancement des activités de l'Émetteur, et ainsi sur ses résultats et sa situation financière. L'Émetteur a notamment enregistré d'importantes dépréciations ainsi qu'une hausse du coût du risque, dans la plupart des pays européens au sein desquels il exerce ses activités et ayant été affectés par la crise, en ce compris l'Italie, le Portugal, mais également certains pays d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est, tels que l'Ukraine ou la Russie.

3 – Le référendum du Royaume-Uni sur sa sortie de l'Union européenne pourrait avoir un effet négatif sur l'Émetteur et sur les marchés dans lesquels il opère et pourrait entraîner des coûts de réorganisation importants pour l'Émetteur

Le 23 juin 2016, un référendum a eu lieu au Royaume-Uni, aux termes duquel la majorité des votants s'est exprimée en faveur d'un retrait de l'Union Européenne (le « **Brexit** »). Ce référendum n'est pas contraignant mais il est fortement anticipé que le Royaume-Uni invoquera les procédures nécessaires pour mettre en œuvre ce Brexit. Une fois que ces procédures de sortie auront été invoquées, des négociations débiteront pour déterminer les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne dans le futur, et ce notamment quant aux aspects commerciaux, financiers et juridiques. La nature, le calendrier et les conséquences politiques et économiques de ce Brexit demeurent très incertains et dépendront des résultats des futures négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Le Brexit entraîne et pourrait continuer à entraîner une incertitude significative, une volatilité et des désordres sur les marchés financiers et économiques européens et au-delà et pourrait affecter de manière négative l'activité de l'Émetteur, ses résultats opérationnels et sa situation financière.

De plus, l'Émetteur et certaines des filiales du Groupe Crédit Agricole S.A. ont une activité significative au Royaume-Uni. Des modifications dans les régimes légaux et réglementaires ou des changements dans les termes commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union européenne qui résulteraient du Brexit pourraient entraîner la nécessité pour l'Émetteur de restructurer ou réorganiser son activité ce qui pourrait également entraîner des coûts significatifs et affecter défavorablement son activité, ses résultats opérationnels et sa situation financière.

4 - Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l'Émetteur ainsi que l'environnement dans lequel il opère.

En réponse à la crise financière, des législateurs, gouvernements, régulateurs, organismes consultatifs, comités divers, aux niveaux national, européen ou international, ont adopté ou étudient l'adoption d'un certain nombre de mesures, certaines devant être permanentes, qui modifient l'environnement financier global. Si l'objectif de ces mesures est la prévention de crises financières récurrentes, elles ont également modifié profondément et pourraient continuer à modifier l'environnement dans lequel l'Émetteur et les autres institutions bancaires et financières évoluent.

Parmi les nouvelles mesures qui ont été ou pourraient être adoptées figurent : (i) le durcissement des exigences prudentielles de solvabilité et de liquidité (particulièrement pour les groupes bancaires de taille significative comme le Groupe Crédit Agricole), (ii) la taxation des transactions financières, (iii) la limitation et l'imposition des rémunérations de certains salariés au-delà de certains niveaux, (iv) des restrictions ou interdictions visant l'exercice par les banques commerciales de certaines activités (en particulier les opérations pour compte propre), (v) de nouvelles exigences relatives à la séparation de certaines activités, (vi) l'encadrement réglementaire de certains types de produits financiers tels que des produits dérivés, (vii) l'annulation ou la conversion obligatoire en capital (i.e. fonds propres de base de catégorie 1) des titres de créance, (viii) le renforcement des régimes de résolution, (ix) la modification des système de mesure du risque, (x) le renforcement des pouvoirs des autorités réglementaires et (xi) la création de nouvelles autorités en ce compris le transfert de certaines fonctions de supervision à la Banque Centrale Européenne (« **BCE** ») devenu effectif depuis le 4 novembre 2014. Parmi les nouvelles mesures susceptibles d'être adoptées, certaines sont au stade de proposition ou sont en cours de discussion. Pour de plus amples informations sur ce sujet, voir également le facteur de risque n°5 ci-dessous « Les effets du *dispositif de résolution bancaire* ».

Les nouvelles réglementations mettant en œuvre les réformes de Bâle III ont été adoptées le 26 juin 2013 au travers de la Directive 2013/36/EU du Parlement Européen et du Conseil concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la « **Directive CRD IV** ») et le Règlement (UE) 575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (le « **Règlement CRD IV** ») – La Directive CRD IV et le Règlement CRD IV étant ci-après dénommés ensemble le « **Packet CRD IV** ». Le Règlement CRD IV est applicable directement à tous les Etats Membres de l'Union Européenne depuis le 1^{er} janvier 2014 (sauf certaines dispositions dont l'entrée en vigueur est plus tardive notamment certaines dispositions relatives aux coussins de fonds propres applicables depuis le 1^{er} janvier 2016) et ont été mis en œuvre en France au travers de la réforme bancaire du 20 février 2014 (*Ordonnance portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière*). Aux termes de ces dispositions, les établissements de crédit, parmi lesquels l'Emetteur, doivent notamment (mais pas seulement) se conformer à des exigences de ratios minimum de capital.

Suite à certaines de ces mesures, le Groupe Crédit Agricole a réduit, ou pourrait continuer de réduire, la taille de certaines de ses activités dans l'objectif de lui permettre de respecter ces nouvelles exigences. Ces mesures sont également susceptibles d'entraîner des augmentations des coûts liés à la conformité. Cela pourrait entraîner la réduction des revenus consolidés et des profits des activités concernées, la réduction ou la cession de certaines activités ou portefeuilles d'actifs et des dépréciations d'actifs.

De plus, l'environnement politique général a évolué de manière défavorable pour les banques et l'industrie financière poussant les organes législatifs et réglementaires à adopter des mesures plus sévères et ce bien que ces mesures peuvent avoir des conséquences significatives sur les prêts et les activités financières et sur l'économie. Du fait de l'incertitude persistante relative à ces mesures réglementaires et législatives, il n'est pas possible de connaître leur impact sur le Groupe Credit Agricole.

5 - Les effets du dispositif de résolution bancaire

a) L'autorité de résolution

En France, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation (« **ACPR** ») est en charge de la mise en œuvre de mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, notamment, sans limitation, le mécanisme de renflouement interne décrit ci-dessous (se reporter au paragraphe « les mesures de résolution » ci-dessous).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, sur la base du Règlement (UE) 806/2014 adopté par le Parlement européen et le Conseil le 15 juillet 2014 établissant des règles uniformes et une procédure uniforme pour le rétablissement des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique (le « **Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique** »), un conseil de résolution unique (« **CRU** ») est chargé de la planification de la résolution et de la préparation des décisions en la matière pour les établissements de crédit transfrontaliers et les groupes bancaires, ainsi que les établissements de crédit et groupes bancaires directement supervisés par la BCE, comme le Groupe Crédit Agricole. L'ACPR demeurera responsable de la mise en œuvre des plans de résolution conformément aux instructions du CRU.

L'« **Autorité de Résolution Compétente** » est définie, ci-dessous, comme l'ACPR, le CRU conformément au Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique et/ou toute autre autorité autorisée à exercer le ou à participer à l'exercice du pouvoir de renflouement interne à tout moment et le cas échéant (y compris, le Conseil de l'Union Européenne et la Commission Européenne agissant conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique).

b) Les mesures de résolution

Le 15 mai 2014, le Parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne ont adopté la Directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la « **Directive Résolution Bancaire** » ou « **DRRB** »), visant à doter l'Autorité de Résolution Compétente d'instruments et de pouvoirs communs

et efficaces pour prévenir les crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire au minimum l'exposition des contribuables aux pertes induites par la défaillance d'établissements de crédit.

La DRRB a été transposée en France par l'ordonnance du 20 Aout 2015 *portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union Européenne en matière financière* (l' « **Ordonnance du 20 Aout 2015** »).

- *La résolution :*

Dans le cadre de l'Ordonnance du 20 Aout 2015, l'Autorité de Résolution Compétente peut ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit (l' « **Établissement** ») lorsqu'elle considère que :

- la défaillance de l'Établissement est avérée ou prévisible ;
- il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance de l'établissement dans des délais raisonnables ; et
- une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante, pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution, c'est-à-dire : (i) pour assurer la continuité des fonctions critiques, (ii) pour éviter les effets significatifs sérieux sur la stabilité financière, (iii) pour protéger les actifs de l'État par une réduction maximale du recours aux aides financières publiques exceptionnelles et (iv) pour protéger les fonds et les actifs de la clientèle, et en particulier ceux des déposants.

La défaillance d'un établissement est réputée avérée si cet établissement enfreint les exigences qui conditionnent le maintien de son agrément, s'il est incapable de payer ses dettes et autres engagements à l'échéance, s'il nécessite un soutien financier public exceptionnel (sous réserves d'exceptions limitées) ou si la valeur de son passif excède celle de ses actifs.

Après que la procédure de résolution soit lancée, l'Autorité de Résolution Compétente peut utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous, avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution doivent être mise en œuvre de telle manière à ce que les actionnaires supportent en premier les pertes, puis les porteurs d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et de catégorie 2, puis les autres créanciers (comme les porteurs des Obligations) conformément à l'ordre de priorité de leurs créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité sous réserve de certaines exceptions.

La loi française prévoit également certaines mesures de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre tel que le principe selon lequel les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter de pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure normale d'insolvabilité. À ce titre, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent dans le cadre de la résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'Établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité étant précisé que le paiement de cette indemnité, le cas échéant, peut être considérablement plus tardif que les dates de paiement contractuelles indiquées dans le présent Prospectus (de la même manière que des délais de remboursement s'appliqueraient dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité).

- *Limitation d'exécution*

L'article 68 de la DRRB, tel que transposé en France au travers des articles L613-45-1 et L613-50-4 du code monétaire et financier, dispose que certaines mesures de prévention de crise et mesures de gestion des crises, y compris l'ouverture d'une procédure de résolution prise en rapport avec l'Émetteur, peuvent ne pas, par elles-mêmes, conférer aux porteurs des Obligations des droits d'exécution contractuels à l'encontre de l'Émetteur ou des droits de modification des obligations de l'Émetteur (i.e. droits de résiliation, de suspension, de modification ou de compensation notamment) tant que ce dernier continue de respecter ses obligations de paiement au titre de ces mêmes Obligations. Ainsi, si une procédure de résolution est ouverte sur l'Émetteur, les porteurs des Obligations ne pourront pas se prévaloir d'un événement ou d'un cas de défaut pour demander l'accélération de la maturité des Obligations (i.e. leur remboursement anticipé) ou pour exercer tout autre droit d'exécution lié aux Obligations tant que l'Émetteur continue à respecter ses obligations de paiement au titre des Obligations.

- *L'Instrument de Renflouement Interne*

Une fois qu'une procédure de résolution est initiée, les prérogatives conférées à l'Autorité de Résolution comprennent la possibilité de mettre en œuvre les Outils de Renflouement Interne, c'est-à-dire, les pouvoirs de déprécier (partiellement ou totalement) des instruments de capital et des engagements éligibles d'un établissement de crédit en résolution, ou de les convertir en capital (i.e. fonds propres de base de catégorie 1) ou (pour les instruments de capital) en d'autres instruments (les « **Outils de Renflouement Interne** » ou "*bail-in*"). Dans ce contexte, les instruments de capital comprennent les instruments de fonds propres de base de catégorie 1, les instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et les instruments de fonds propres de catégorie 2 et les engagements éligibles comprennent les instruments de dettes subordonnées non qualifiés d'instruments de capital et les titres de créance senior (en ce compris les Obligations).

L'Autorité de Résolution Compétente doit mettre en œuvre les Outils de Renflouement Interne dans l'ordre suivant : (i), les instruments de fonds propres de base de catégorie 1 en doivent être dépréciés en premier lieu, (ii) en second lieu, les autres instruments de capital (fonds propres additionnels de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 2) sont dépréciés ou convertis en instruments de fonds propres de base de catégorie 1 (iii) en troisième lieu, les instruments de dettes subordonnées autres que les

instruments de capital sont dépréciés ou convertis en instruments de fonds propres de base de catégorie 1 conformément à l'ordre de priorité des créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité et (iv) en quatrième lieu, les autres engagements éligibles (en ce compris les Obligations) sont dépréciés, totalement ou partiellement ou convertis en instruments de fonds propres de base de catégorie 1 conformément à l'ordre de priorité des créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité. Les instruments d'un même rang sont, de manière générale, dépréciés ou convertis sur une base proportionnelle.

Il existe donc un risque pour les investisseurs des Obligations de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur l'Émetteur si les instruments de capital de l'Émetteur et les engagements de l'Émetteur de rang inférieur à celui des Obligations ne suffisaient pas au renflouement de l'Émetteur.

- *Les autres mesures de résolution :*

Outre l'Instrument de Renflouement Interne, l'Autorité de Résolution est dotée de pouvoirs larges pour mettre en œuvre d'autres mesures de résolution concernant des établissements, ou le groupe auquel ils appartiennent, comprenant notamment :

- la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais ;
- la séparation des actifs de cet établissement ;
- la substitution de l'établissement en tant que débiteur au titre d'instruments de dettes ;
- la suspension de la cotation et l'admission aux négociations d'instruments financiers ;
- la démission des dirigeants ou la nomination d'un administrateur temporaire (administrateur spécial) ;
- l'émission de nouveaux fonds propres ou actions, ou
- la modification de l'échéance des instruments de dette (dont les Obligations) et des autres engagements éligibles émis par un établissement soumis à une procédure de résolution, le montant des intérêts payables au titre de ces instruments et autres engagements éligibles ou la date d'exigibilité des intérêts, y compris en suspendant provisoirement les paiements.

Lorsqu'elle utilise ces pouvoirs, l'Autorité de Résolution Compétente doit prendre en considération la situation du groupe ou de l'établissement en résolution concerné et les conséquences potentielles de ses décisions dans l'État Membre considéré.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais, il ne peut pas être garanti à l'investisseur que le nouvel établissement (tiers ou relais) puisse répondre aux obligations de l'Émetteur en matière de paiement et de remboursement au titre des Obligations.

Également, l'investisseur est exposé au risque que les conditions des Obligations telles que décrites dans le présent Prospectus, notamment leur date de maturité finale de même que le montant des intérêts et leur date de paiement soient modifiées ou que les paiements soient provisoirement suspendus ou modifiés.

Lorsqu'elle utilise ces pouvoirs, l'Autorité de Résolution Compétente doit prendre en considération la situation du groupe ou de l'établissement en résolution concerné et les conséquences potentielles de ses décisions dans l'État Membre considéré.

c) Le Fonds Unique de Résolution

Depuis le 1^{er} janvier 2016, Le Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique prévoit la création d'un fonds de résolution unique qui pourra être utilisé par le CRU pour financer un plan de résolution (le « **Fonds de Résolution Unique** »). Le Fonds de Résolution Unique va remplacer les fonds de résolution nationaux mis en place conformément aux dispositions de la DRRB pour les établissements d'Importance Systémique dont l'Émetteur. Ce Fonds de Résolution Unique sera financé par des contributions des banques.

d) MREL et TLAC

Pour s'assurer que les Outils de Renflouement Interne seront efficaces, les établissements devront maintenir un montant minimum de fonds propres et d'engagements éligibles exprimé en pourcentage de leur total passif et de leurs fonds propres totaux. Le pourcentage est déterminé, pour chaque établissement par l'Autorité de Résolution Compétente. Ce niveau minimum est dénommé « ratio minimum des engagements éligibles » (plus connu sous le vocable anglais « **Minimum Ratio of Eligible Liabilities** » ou « **MREL** ») et doit être établi conformément à l'article 45 de la DRRB et du Règlement Délégué de la Commission (UE) 2016/1450 du 23 mai 2016. Les autorités de résolution pourraient définir une période de transition appropriée pour atteindre le MREL final.

Le 9 novembre 2015, le Conseil de Stabilité Financière a proposé que les « Banques d'Importance Systémique Mondiale » (dont le Groupe Crédit Agricole) maintiennent un montant de dettes subordonnées (légalement, contractuellement ou structurellement) à certaines dettes prioritaires telles que les dépôts garantis et les dérivés. Ces exigences dénommées « TLAC » (ou « Total Loss

Absorbing Capacity – Capacité Totale d’Absorption des Pertes), décrite dans un document intitulé « Principles on Loss-absorbing and Recapitalisation Capacity of G-SIBs in Resolution - Total Loss-absorbing Capacity (TLAC) Term Sheet » (le « **Term Sheet TLAC** ») ont pour objectif de faire en sorte que les pertes sont absorbées par les actionnaires et les créanciers autres que les créanciers des dettes prioritaires plutôt que d’être supportées par les systèmes de soutien gouvernementaux. Les exigences TLAC imposent un niveau minimum (le Minimum TLAC) qui sera déterminé individuellement pour chaque Banque d’Importance Systémique Mondiale (le niveau étant évolutif d’ici à 2022). Les exigences TLAC seront, si elles sont adoptées et transposées en France, applicables en complément des autres exigences de capital imposées au Groupe Crédit Agricole. Ces exigences TLAC pourraient être intégrées dans les exigences MREL décrites ci-dessus ou pourrait être appliquée en plus de ces exigences MREL.

Le 23 novembre 2016, la Commission Européenne a proposé des modifications du Règlement CRD IV (se référer au facteur de risques 4 – « *Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l’Émetteur ainsi que l’environnement dans lequel il opère* » de la présente partie A « *Facteurs de risques liés à l’Émetteur et à son activité* » ci-dessus) et de la DRRB qui, entre autre, rendraient effectif les le « Term Sheet TLAC » et modifieraient les exigences applicables au MREL. Ces propositions n’ont pas encore été interprétées et lorsqu’elles seront finalement adoptées, les règles applicables aux exigences MREL et TLAC pourraient être différentes de celles proposées.

Le 9 décembre 2016, la loi française relative aux rangs des créances des créanciers des établissements de crédit dans le cadre d’une liquidation judiciaire, a été modifiée afin de permettre aux établissements de crédit français d’émettre des instruments qui seraient éligibles au TLAC dont le rang serait supérieur (senior) aux titres subordonnés mais inférieur (junior) aux titres non-subordonnés classiques (parmi lesquels les Obligations). Conformément à une telle modification, le nouvel article L613-30-3 I du code monétaire et financier dispose que les titres de dettes émis par un établissement de crédit français après le 11 décembre 2016 (date d’entrée en vigueur de la nouvelle loi française), avec une maturité à plus d’un an et dont les termes et conditions prévoient que leur rang, tel que prévu dans le 4° de cet article sera inférieur (junior) à toutes les autres dettes non subordonnées de cet établissement de crédit dans le cadre d’une procédure de liquidation judiciaire.

d) Plan préventif de rétablissement et de résolution :

Chaque établissement de crédit ou groupe bancaire concerné doit préparer un plan préventif de rétablissement qui sera revu par l’Autorité de Supervision Bancaire.

Cette obligation n’est pas applicable aux entités au sein d’un groupe qui est déjà surveillé sur base consolidée. L’Autorité de Résolution Compétente doit en retour établir un plan préventif de résolution pour l’établissement de crédit ou le groupe bancaire concerné.

- a) Les plans préventifs de résolution doivent définir les mesures prévues en cas de détérioration significative de la situation financière de l’établissement de crédit. Ces plans doivent être mis à jour annuellement (ou immédiatement à la suite d’un changement significatif de l’organisation de l’établissement de crédit ou de ses activités). L’Autorité de Supervision Bancaire doit évaluer le plan préventif de rétablissement pour déterminer si la mise en œuvre des dispositions qu’il propose est raisonnablement susceptible de maintenir ou de restaurer la viabilité et la position financière de l’établissement ou du groupe, et détermine si le plan peut entraver les pouvoirs de résolution si une procédure de résolution est ouverte et, en tant que nécessaire, peut demander des modifications ou imposer des changements dans l’organisation de l’établissement de crédit.
- b) Les plans préventifs de résolutions préparés par l’Autorité de Résolution Compétente doivent déterminer, par anticipation de tout défaut, comment les différents pouvoirs de résolution décrits ci-dessus seront mis en œuvre pour chaque établissement de crédit, en fonction des circonstances. Ces plans doivent aussi être mise à jour annuellement (ou immédiatement en cas de changement significatif dans l’organisation ou l’activité de l’établissement).

Dans ce contexte, l’Autorité de Supervision Bancaire vise à la fois, en fonction des missions qui leurs sont conférées, l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et/ou la Banque Centrale Européenne (BCE).

Les mesures prévues, la DRRB (transposée en France par l’ordonnance du 20 Aout 2015 portant diverses dispositions d’adaptation à la législation au droit de l’Union Européenne en matière financière) et le Règlement relatif au Mécanisme de Résolution Unique pourront impacter la gestion de l’Émetteur ainsi que les droit des créanciers et notamment des porteurs d’Obligations.

6 - Les conditions de marché ou les conditions économiques défavorables peuvent entrainer une baisse des revenus consolidés de l’Émetteur

Les activités de l’Émetteur, y compris ses activités de banque de détail, sont significativement impactées par les conditions des marchés financiers et, de manière générale, par les conditions économiques en France, en Europe et dans les autres pays dans lequel il exerce des activités. Des changements défavorables dans les conditions de marché et dans les conditions économiques peuvent créer un environnement opérationnel difficile pour les institutions financières dans le futur. En particulier, l’instabilité des prix des matières premières, la fluctuation des taux d’intérêts, des taux de changes, des prix des métaux précieux, et les

événements géopolitiques imprévus peuvent déboucher sur une détérioration de l'environnement de marché et réduire les revenus consolidés de l'Émetteur.

7 - Du fait du périmètre de ses activités, l'Émetteur peut être vulnérable aux environnements ou circonstances politiques, macroéconomiques, ou financiers spécifiques

L'Émetteur est assujéti aux risques pays, c'est-à-dire aux risques que les conditions économiques, financières, politiques, ou sociales des pays étrangers, notamment les pays dans lesquels il exerce une activité, affectent ses intérêts financiers. L'Émetteur contrôle le risque pays et le prend en compte dans l'évaluation à juste valeur et le coût du risque enregistrés dans ses états financiers. Cependant, un changement significatif des environnements politiques ou macroéconomiques peuvent l'entraîner à enregistrer des coûts additionnels ou aboutir à des pertes plus importantes que les montants inscrits dans ses états financiers.

8 - Le périmètre international des activités du Groupe Credit Agricole SA l'expose à des risques spécifiques

Le périmètre international des activités du Groupe Credit Agricole SA l'expose à des risques spécifiques inhérent aux opérations étrangères, y compris la nécessité de respecter de multiples lois et réglementations souvent complexes applicables aux activités dans chacun des pays concernés telles que, notamment, les lois et réglementations bancaires locales, les exigences de contrôle interne et de publication, les restrictions liées aux données personnelles, les lois et réglementations européennes, américaines (États-Unis) ou locales liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption, les sanctions et autres règles et exigences. La violation de ces lois et réglementations peut affecter la réputation du Groupe Credit Agricole SA, résulter dans des sanctions civiles ou pénales, ou avoir un effet significatif défavorable sur ses activités.

Le 20 octobre 2015, Crédit Agricole SA et sa filiale Credit Agricole Corporate And Investment Bank (CA-CIB) ont annoncé qu'ils avaient conclu des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre des enquêtes relatives aux transactions effectuées en dollars (US) entre 2003 et 2008 soumises à des sanctions économiques aux États-Unis et à certaines lois de l'État de New York. Crédit Agricole SA et CACIB, qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de leurs enquêtes, ont accepté de payer une amende totale de 787,3 millions de dollars US (approximativement 692,7 millions d'euros sur la base du taux de change en vigueur au moment des accords). Dans le cadre de ces accords, Crédit Agricole SA et CA-CIB se sont engagés à poursuivre le renforcement de leurs procédures internes et leurs programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales.

Malgré la mise en œuvre et l'amélioration de ces procédures, il ne peut y avoir aucune certitude que tous les employés, cocontractants, ou mandataires du Groupe Crédit Agricole SA respecteront les politiques du groupe ou que ces programmes permettront d'éviter toutes les violations potentielles. Credit Agricole SA ne dispose pas du contrôle direct ou indirect de certaines entités ayant des activités internationales et dans ces cas, sa capacité à exiger leur conformité avec les politiques et procédures du Groupe Credit Agricole SA est encore plus limitée.

9 - L'Émetteur fait face à une concurrence intense

L'Émetteur fait face à une concurrence intense dans tous les marchés des services financiers et pour les produits et services qu'il offre, y compris dans le cadre de ses activités de banque de détail. Les marchés européens des services financiers sont relativement matures et la demande des produits financiers est, dans une certaine mesure, corrélée au développement économique général. La concurrence, dans cet environnement, dépend de différents facteurs, notamment l'offre de produits et de services, le prix, les systèmes de distribution, les services aux clients, la marque, la perception de la solidité financière ou la volonté d'utiliser le capital pour servir les besoins de la clientèle. Le regroupement de sociétés a contribué à créer des établissements qui, comme l'Émetteur, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits, en passant par l'assurance, les crédits et dépôts, jusqu'aux activités de courtage, de banque d'investissement ou de services de gestion de patrimoine.

10 - Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques de l'Émetteur peut entraîner un manque à gagner et engendrer des pertes

Comme la plupart de ses concurrents, l'Émetteur dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de services et/ou de traitement des prêts. L'Émetteur ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière adéquate. Toute panne ou interruption de cette nature est susceptible de peser sur les résultats et la situation financière de l'Émetteur.

11 - L'Émetteur doit maintenir un haut niveau de notation de crédit, dans le cas contraire, ses activités et sa rentabilité pourraient être défavorablement affectées

L'Émetteur émet un grand nombre d'instruments financiers (y compris les Obligations) sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les Obligations, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Émetteur et de nulle autre personne.

La qualité de crédit de l'Émetteur est reflétée dans sa notation par les agences de notation (voir le paragraphe ci-après). Celle-ci est essentielle à sa liquidité et à celle de ses filiales. Un abaissement de notation pourrait entraîner une augmentation de ses coûts

de financement, une limitation de son accès aux marchés de capitaux et le déclenchement de certaines clauses de ses contrats de financement. Les notes long terme de l'Émetteur ont été plusieurs fois abaissées au cours des dernières années et il ne peut y avoir aucune assurance que des dégradations additionnelles n'interviendront pas à l'avenir.

12 - Le Groupe Crédit Agricole pourrait ne pas parvenir à atteindre les objectifs fixés dans son Plan à Moyen Terme 2019.

Le 9 mars 2016, le Groupe Crédit Agricole a présenté son nouveau plan à moyen terme pour 2016-2019 intitulé « *Ambition Stratégique 2020* » (le « **Plan à Moyen Terme 2019** »). Ce Plan à Moyen Terme 2019 prévoit certaines mesures et s'articule autour de quatre axes prioritaires : (i) la mise en œuvre de la simplification de l'organisation capitalistique du Groupe Crédit Agricole, (ii) le déploiement d'un Projet Client ambitieux, amplifié par la transformation digitale au service des clients, (iii) le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe Crédit Agricole sur ses métiers cœurs, et (iv) la transformation du Groupe, pour améliorer son efficacité industrielle. Le Plan à Moyen terme 2019 est par ailleurs décrit de manière plus détaillée dans la section intitulée « *Présentation du Plan à Moyen terme Ambition Stratégique 2020 du 9 mars 2016* » en pages 213 à 215 du document de référence 2015, incorporé par référence au présent Prospectus.

Le Plan à Moyen Terme 2019 comprend certains objectifs financiers notamment en matière de chiffre d'affaires, de charges et de ratio d'adéquation des fonds propres. Ces objectifs financiers, qui ont été mis en place principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources, sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture commerciale et économique. Les objectifs financiers ne constituent pas des projections ou des prévisions des résultats attendus.

Les résultats définitifs du Groupe Crédit Agricole sont susceptibles de différer de ces objectifs financiers (et pourraient être significativement différents) pour de nombreuses raisons, y compris en cas de survenance d'un ou de plusieurs des facteurs de risques décrits dans le présent Prospectus. Le succès du plan à moyen terme dépend d'un très grand nombre de mesures au sein des différentes unités opérationnelles du Groupe Crédit Agricole. Bien que certains objectifs peuvent être atteints, il est peu probable que tous aboutissent et il n'est pas possible de prédire lesquels de ces objectifs seront atteints et lesquels ne le seront pas. Le Plan à Moyen Terme 2019 envisage également des investissements significatifs à hauteur, approximativement, de 7,7 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros dans le développement des métiers et la transformation digitale mais si les objectifs du plan ne sont pas atteints, le retour sur ces investissements sera plus faible qu'attendu.

Si le Groupe Crédit Agricole ne réalise pas ses objectifs, les conditions financières et le résultat des opérations et la valeur des Obligations pourraient être défavorablement affectés.

13 - Des changements significatifs des taux d'intérêt peuvent affecter défavorablement les revenus consolidés de l'Émetteur ou sa rentabilité

Le montant des revenus nets des intérêts versés à l'Émetteur pendant une période donnée affecte significativement ses revenus globaux consolidés et sa rentabilité globale sur cette période. Les taux d'intérêts sont hautement sensibles à différents facteurs qui ne dépendent pas du contrôle de l'Émetteur. Des changements sur le marché des taux d'intérêts pourraient affecter de manière différente les taux d'intérêt perçus sur les actifs productifs d'intérêts et les taux d'intérêts versés sur la base des passifs portants intérêts. Tout changement défavorable dans la courbe de rendement pourrait entraîner une baisse des revenus nets d'intérêts de l'Émetteur au titre de ses activités de crédit. De plus, une augmentation des taux d'intérêt applicable au financement court terme et une asymétrie d'échéance peuvent affecter défavorablement la rentabilité de l'Émetteur.

14 - L'Émetteur est exposé aux risques de crédit des autres contreparties

En tant qu'établissement de crédit, l'Émetteur est exposé à la solvabilité de ses clients et contreparties. Les risques de crédit impactent les états financiers de l'Émetteur lorsque qu'une contrepartie ne peut pas respecter ses obligations et que la valeur comptable de ces obligations, dans les registres de la banque, est positive. Cette contrepartie peut être une banque, une institution financière, une entreprise commerciale ou industrielle, un gouvernement et ses différentes émanations, un fond d'investissement ou une personne physique. Le niveau des charges pour dépréciation d'actifs comptabilisés par l'Émetteur peut s'avérer insuffisant pour couvrir les pertes et l'Émetteur devra comptabiliser des charges additionnelles pour de possible mauvaises créances ou créances douteuses sur de périodes futures.

L'Émetteur a des expositions significatives sur l'industrie du gaz et du pétrole et les secteurs liés. Le risque de crédit associé à ces expositions a augmenté de manière significative et pourrait continuer d'augmenter suite à la forte baisse du prix de marché du pétrole brut et des fortes réductions des dépenses des sociétés pétrolières et gazières qui ont fortement impacté les sociétés dépendantes de ces dépenses.

L'Émetteur a également des expositions sur des contreparties dans d'autres secteurs sensibles (industrie des minéraux et des métaux, Chine). Si les conditions financières des contreparties dans ces secteurs venaient à se détériorer (notamment suite à la défaillance de leurs propres contreparties), le niveau des charges pour dépréciation d'actifs et le coût du risque comptabilisé par l'Émetteur pourrait augmenter.

15 - L'Émetteur et le Groupe Crédit Agricole sont soumis à des systèmes de supervision et réglementaires étendus qui peuvent changer

Une multitude de systèmes réglementaires et de régimes de supervision s'appliquent à l'Émetteur et à ses filiales dans chacun des pays dans lesquels ils exercent leurs activités. La capacité de l'Émetteur à étendre ses activités ou à poursuivre certaines de ces activités existantes peuvent être limitées par des contraintes réglementaires y compris des contraintes imposées en réponse à la crise financière globale. Par ailleurs, le non-respect de ces régimes peut conduire à certaines sanctions allant de la simple amende à la suppression de l'autorisation d'exercer. Les activités du Groupe Crédit Agricole et ses gains peuvent aussi être affectée par les politiques et les actes de différentes autorités réglementaires en France ou dans des pays dans lequel l'Émetteur a une activité. La nature et l'impact de ces changements ne sont pas prévisibles et l'Émetteur ne les maîtrise pas. Pour de plus amples informations, vous pouvez vous reporter au facteur de risque 5 « *Les effets du Dispositif de résolution bancaire* » ci-dessus.

16 - La capacité de l'Émetteur à attirer et à garder des personnels qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et son incapacité à le faire pourrait avoir un impact négatif sur sa performance

Les employés de l'Émetteur sont sa ressource la plus importante et, dans beaucoup de domaines de l'industrie des services financiers, la concurrence pour le personnel qualifié est intense. Les résultats de l'Émetteur dépendent de sa capacité à attirer de nouveaux employés et à garder et motiver ses employés existants. La capacité de l'Émetteur à attirer et à garder des personnels qualifiés pourrait potentiellement être impactée par des restrictions législatives et réglementaires sur la rémunération des employés dans l'industrie des services financiers. Des changements dans l'environnement économique pourraient obliger l'Émetteur à déplacer des employés d'une activité à l'autre ou à réduire le nombre d'employés dans certaines de ses activités. Cela pourrait causer des perturbations temporaires, les employés devant s'adapter à leurs nouveaux rôles, et pourrait réduire la capacité de l'Émetteur à tirer parti des améliorations de l'environnement économique. De plus, les lois actuelles et à venir (y compris les lois relatives à l'immigration et à l'externalisation) pourraient réduire la capacité de l'Émetteur à transférer les responsabilités ou le personnel d'une juridiction à l'autre. Cela pourrait avoir un impact sur sa capacité à tirer parti d'opportunités d'affaires ou de gains d'efficacité.

17 - Structure de l'Émetteur

- a) Bien que la contribution des Caisses Régionales au résultat net de l'Émetteur soit significative et bien que l'Émetteur exerce des pouvoirs importants sur celles-ci au titre de sa fonction d'organe central, il ne contrôle pas les décisions prises par les sociétaires/actionnaires de celles-ci.

Une part significative du résultat net de l'Émetteur provenait historiquement des Caisses Régionales. Les Caisses Régionales constituent également un réseau de distribution significative des produits et services offerts par d'autres secteurs d'activité, notamment l'assurance, la gestion d'actifs, et les services financiers spécialisés. L'Émetteur ne contrôle pas les décisions qui nécessitent l'accord des actionnaires (sociétaires) des Caisses Régionales. L'Émetteur et les Caisses Régionales sont incités à fonctionner en coopération et collaboration (ce qui a été démontré, au fil des années, au travers du fonctionnement du groupe Crédit Agricole) principalement au travers des mécanismes de solidarité financière et de garantie qui soutiennent, directement ou indirectement, la solvabilité de tout le Groupe Crédit Agricole. L'Émetteur dispose également des pouvoirs de contrôle importants en tant qu'Organe Central du Réseau du Crédit Agricole. Cependant, la relation juridique entre l'Émetteur et les Caisses Régionales est d'une nature différente d'une relation de « droits de vote et de propriété ».

- b) Suite au transfert de sa participation dans 38 Caisses Régionales, l'Émetteur n'enregistra plus un partage du résultat net des Caisses Régionales dans les états financiers consolidés du Groupe Crédit Agricole SA.

L'Émetteur a annoncé avoir transféré, le 3 Aout 2016, la quasi-totalité de ses 25% de parts sociales dans les Caisses Régionales (la Caisse Régionale de Corse exclue) à une société détenue à 100% par les Caisses Régionales dénommée SACAM Mutualisation (pour plus d'informations à ce sujet – voir la section B13 du résumé du présent Prospectus). Du fait de ce transfert, l'Émetteur ne détient pratiquement plus, directement ou indirectement, de part dans les Caisses Régionales (à l'exception de la Caisse Régionale de la Corse) mais continue d'agir en tant qu'Organe Central, à centraliser les opérations de refinancement du Groupe Crédit Agricole et à gérer le mécanisme de protection de solvabilité et de liquidité du Réseau du Crédit Agricole et de ses membres affiliés.

Ainsi, les Caisses régionales ne seront plus comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence dans les états financiers consolidés du Groupe Crédit Agricole SA, réduisant ainsi le résultat net annuel de ces états financiers consolidés.

Historiquement, la quote part du résultat nette des Caisses Régionales a été moins volatile que les autres sources de résultats du Groupe Crédit Agricole S.A. Ainsi, la réalisation de ce transfert pourrait augmenter la volatilité des résultats nets du groupe Crédit Agricole SA dans le futur.

- c) Fonds de garantie avec les Caisses Régionales, les autres Membres du Réseau du Crédit Agricole et autres affiliés

En tant qu'Organe Central du « Réseau du Crédit Agricole », tel que défini par la loi française et comprenant essentiellement Crédit Agricole S.A., les Caisses Régionales, les Caisses Locales et, d'autres affiliés (essentiellement Crédit Agricole CIB), l'Émetteur représente ses établissements de crédit affiliés devant les régulateurs. Conformément aux dispositions de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, l'Émetteur doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du Réseau du Crédit Agricole, ses affiliés ainsi que de l'ensemble du Réseau. Du fait de son rôle d'Organe Central,

l'Émetteur dispose de pouvoirs conférés par la loi et les réglementations applicables pour exercer une supervision technique, administrative et financière sur l'organisation et la gestion de ces entités.

Pour assister l'Émetteur dans ces fonctions d'Organe Central, et afin d'assurer les supports mutuels au sein du Réseau du Crédit Agricole et ses affiliés, un fonds de garantie (le « **Fonds de Garantie** ») permettant de renforcer la liquidité et la solvabilité du Groupe a été mis en place. Ce Fonds de Garantie est abondé à 75% par l'Émetteur et à 25% par les Caisses Régionales, pour un montant total de 1 040 millions d'Euros au 31 décembre 2015. Bien que l'Émetteur n'a pas connaissance de circonstances qui entraîneraient le recours à ce Fonds de Garantie, il ne peut y avoir aucune assurance qu'il ne sera pas nécessaire d'y avoir recours ou qu'il ne sera pas nécessaire d'y injecter des fonds supplémentaires si ses capacités s'avéraient insuffisantes à rétablir la liquidité et la solvabilité d'un membre du Réseau du Crédit Agricole ou de l'un de ses affiliés.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les Obligations.

d) L'avantage pratique de la Garantie de 1988 émise par les Caisses Régionales peut être limité par la mise en œuvre de régime de résolution qui s'appliquerait avant la liquidation

La directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, qui a fait l'objet d'une transposition en France au travers de l'ordonnance du 20 Aout 2015 prévoit un régime de résolution applicable aux établissements de crédit défaillants ou susceptibles d'être défaillants ou nécessitant un soutien financier public exceptionnel (voir ci-dessus le facteur de risque 5 « Les effets du *Dispositif de résolution bancaire* » ci-dessus).

Ce régime de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué aux Réseau du Crédit Agricole (tel que défini par la loi française), ce mécanisme devant s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

Cependant, l'application au Groupe Crédit Agricole des procédures de résolution pourrait limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de l'Émetteur consentie par l'ensemble des Caisses Régionales, solidairement et conjointement entre elles à hauteur de leur capital, réserves et report à nouveau (la « **Garantie de 1988** »), dans la mesure où la résolution devrait intervenir avant la liquidation, étant précisé que ladite Garantie de 1988 ne peut être appelée que si les actifs de l'Émetteur sont insuffisants pour couvrir ses obligations à l'issue de sa liquidation ou dissolution.

e) Conflits d'Intérêts avec les Caisses Régionales et les autres sociétés de Groupe Crédit Agricole SA intervenants

Les Caisses Régionales commercialisent directement les titres comme pour les autres émissions obligataires de l'Émetteur.

De par leur participation majoritaire (au travers de la SAS La Boétie) dans le capital de l'Émetteur, les Caisses Régionales disposent également du pouvoir de contrôler l'issue des votes au sein de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de l'Émetteur y compris des votes et décisions relatifs la nomination ou l'approbation des membres du conseil d'administration et sur la distribution des dividendes. Les Caisses Régionales peuvent avoir des intérêts différents de ceux de l'Émetteur et des autres actionnaires de l'Émetteur.

B - FACTEURS DE RISQUES LIES AUX OBLIGATIONS

1- Risques liés à la revente des Obligations avant la Date d'Échéance

Les Obligations sont construites dans la perspective d'un investissement jusqu'à la Date d'Échéance.

Par ailleurs, les Obligations vendues avant la Date d'Échéance risquent d'enregistrer une moins-value par rapport au prix d'acquisition, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché, d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente ou d'insuffisance de liquidité pouvant avoir un effet sur le prix non mesurable a priori.

Il existe donc un risque de perte en capital et intérêts non mesurable a priori en cas de revente, par l'investisseur, des Obligations avant leur Date d'Échéance.

2- Risque relatif aux cas de remboursement anticipé des Obligations

Les Obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé total (et pas seulement partiel), à tout moment, à la discrétion de l'Émetteur, en cas de survenance d'un Événement Fiscal, dans les conditions décrites au paragraphe et 2.2.6.2.2 (*Remboursement anticipé en cas d'Événement Fiscal*) du présent Prospectus.

Le mécanisme de remboursement anticipé dans le cas décrit ci-dessus pourrait réduire la valeur de marché des Obligations. Lors de toute période pendant laquelle l'Émetteur a la possibilité de rembourser les Obligations, la valeur de marché des Obligations ne dépassera pas, en règle générale, le prix auquel elles peuvent être remboursées.

3- Risque relatif à l'absence de restriction pour l'Émetteur d'émettre d'autres obligations de même rang

Les termes et conditions des Obligations ne prévoient aucune restriction limitant le montant de dette de même rang que l'Émetteur peut émettre. L'émission de tels instruments pourrait réduire le montant que recevront les porteurs d'Obligations en cas de liquidation de l'Émetteur.

4- Absence de cas de défaut

Les modalités des Obligations ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements. Toutefois, si un jugement prononce la liquidation judiciaire de l'Émetteur ou si une liquidation de l'Émetteur intervient pour toute autre raison, les Obligations deviendront immédiatement remboursables, en tenant compte de leur rang défini au paragraphe 2.2.10 (*Rang de Créances*) du Chapitre III présent Prospectus.

5 - Renonciation aux droits de compensation

Le «Term Sheet TLAC » du Conseil de Stabilité Financière, mettant en exergue les exigences TLAC applicables aux Banques d'Importance Systémique (incluant le Groupe Credit Agricole) de même que les propositions de la Commission Européenne du 23 novembre 2016 visant à modifier le Règlement CRD IV prévoient que les instruments de l'Émetteur éligibles à être inclus dans le calcul du TLAC Minimum (tel que défini dans ce Term Sheet TLAC) ne devraient pas pouvoir faire l'objet de droits de compensation qui impacteraient leur capacité d'absorption des pertes en résolution. Egalement, l'exercice de ces droits de compensation sur les obligations de l'Émetteur liées aux Obligations à compter de l'ouverture d'une procédure de résolution serait prohibé par l'article 68 de la DRRB (telle que transposée en droit français au travers des articles L613-45-1 et L613-50-4 du code monétaire et financier).

(se référer aux explications apportées dans les facteurs de risques « 4 - Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient affecter sensiblement l'Émetteur ainsi que l'environnement dans lequel il opère » et « 5 - Les effets du dispositif de résolution bancaire » d) « MREL et TLAC » de la présente partie A « Facteurs de risques liés à l'Émetteur et son activité »)

De plus, les conditions des Obligations contiennent une disposition au travers de laquelle les porteurs renoncent expressément aux droits de compensation auxquels ils auraient autrement pu prétendre dans la mesure où de tels droits pourraient impacter la capacité d'absorption des pertes des Obligations (se référer au paragraphe 2.2.12 (*Renonciation aux Droits de Compensation*) du Chapitre III du présent Prospectus).

De ce fait, si l'Émetteur fait l'objet de procédures de résolution, les porteurs ne pourront pas prétendre à la compensation des obligations de l'Émetteur liées aux Obligations avec leurs propres obligations vis-à-vis de l'Émetteur

6 L'Émetteur ne sera pas tenu de majorer ses paiements au titre des Obligations afin de compenser une retenue à la source qui serait instaurée

L'Émetteur n'est pas tenu de majorer ses paiements au titre des Obligations afin de compenser une retenue à la source ou un prélèvement effectué au titre de tout impôt ou taxe.

7 Risques de marché

Le remboursement du capital ne tient pas compte de l'inflation, ni des frais d'entrée ou de gestion éventuellement supportés par le porteur au titre de cet investissement. De ce fait, la performance nette par porteur peut être négative.

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché.

a. Risque de liquidité sur le marché secondaire des Obligations

Il existe un marché secondaire pour les Obligations mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. Et aucune assurance ne peut être donnée quant à l'évolution du marché secondaire des Obligations ou quant à la liquidité d'un investissement dans les Obligations du fait de l'existence éventuelle d'un tel marché ou de l'admission des Obligations aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Obligations facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Émetteur a signé un contrat d'animation de marché avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

b. Risque de taux

Les Obligations portent intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Obligations. Si les porteurs vendent leurs Obligations avant l'échéance, ils les céderont au prix du marché (intégrant notamment l'évolution des taux d'intérêts et l'évolution du jugement du marché sur la signature de l'Émetteur) et réaliseront, par rapport au prix d'acquisition, une plus-value ou une moins-value en fonction de l'évolution des marchés.

c. Le marché des titres de créances peut être volatile et pourrait être négativement affecté par nombre d'événements

Le marché des titres de créances émis par les banques est influencé par les conditions économiques et de marché et, à des degrés divers, par les taux d'intérêts, taux de change et taux d'inflation dans d'autres pays Occidentaux et d'autres pays industrialisés. Aucune assurance ne peut être donnée que des événements en France, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis ou ailleurs n'occasionneront pas une volatilité du marché ou qu'une telle volatilité n'aura pas un effet défavorable sur le prix des Obligations ou que les conditions économiques et de marché n'auront pas d'autre effet défavorable.

8 Changement législatif

Les modalités des Obligations sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une éventuelle décision judiciaire ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du Prospectus.

9 Possible modification des caractéristiques des Obligations

L'assemblée générale des porteurs d'Obligations peut modifier certaines caractéristiques des Obligations dans les conditions prévues par la législation applicable. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs de la présente émission, y compris ceux qui ont voté contre la résolution considérée ou qui n'étaient pas présents ou représentés à l'assemblée générale.

L'assemblée générale ne peut ni accroître les charges des porteurs ni établir un traitement inégal entre les porteurs d'une même masse. Toutefois, l'assemblée générale délibère sur toutes mesures ayant pour objet d'assurer la défense des porteurs et l'exécution du contrat d'emprunt ainsi que toute proposition tendant à la modification des modalités des Obligations.

10 Absence de conseil juridique ou fiscal

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Obligations.

11 La baisse de notation de crédit de l'Émetteur peut affecter la valeur de marché des Obligations

La notation de crédit de l'Émetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Obligations. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Émetteur peut affecter la valeur de marché des Obligations.

Les notations de crédit peuvent ne pas refléter l'impact potentiel de tous les risques liés aux marchés ou à des facteurs additionnels qui peuvent affecter la valeur de marché des Obligations. Une notation de crédit n'est pas une recommandation d'acheter, vendre ou conserver des titres de créances et peut être révisée ou retirée par une agence de notation à tout moment. Également, les agences de notations peuvent modifier leur méthodologie pour accorder une notation à des titres de créances ayant des caractéristiques similaires dans le futur.

12 Les Obligations ne sont pas nécessairement adaptées à tous les investisseurs

Les Obligations sont des instruments financiers et peuvent ne pas être adaptées à tous les investisseurs. L'investissement dans les Obligations implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Obligations, et notamment le risque de la perte partielle ou totale du montant investi et/ou de modification de certaines caractéristiques des Obligations dans le cadre d'une procédure de résolution sur l'Émetteur (*se reporter au facteur de risques 5) « Les effets du dispositif de résolution bancaire » de la partie A - Facteurs de risques liés à l'Émetteur et à son activité » et au facteur de risques 17 « Les Obligations peuvent faire l'objet de mesures de renflouement interne conduisant à leur dépréciation totale ou partielle ou à leur conversion en capital de l'Émetteur ou d'autres mesures si l'Émetteur est soumis à une procédure de résolution » de la présente partie B « Facteurs de risques liés aux Obligations »).*

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les documents qui y sont incorporés par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Obligations. Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Obligations.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Obligations et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition de Obligations). L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les Obligations ne sont pas nécessairement adaptées à tous les investisseurs.

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier) les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Obligations, les Obligations peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Obligations.

13 Le rendement effectif des Obligations pourrait être réduit par rapport au rendement indiqué en raison de coûts de transaction

Lorsque des Obligations sont achetées ou vendues, différents types de coûts incidents (y compris les frais de transaction et les commissions) sont encourus en sus du prix d'achat du titre. Ces coûts incidents peuvent réduire significativement ou même supprimer le bénéfice potentiel sur les Obligations. Par exemple, les établissements de crédit facturent en règle générale à leurs clients leurs propres commissions correspondant soit à des commissions minimum fixes soit à des commissions proportionnelles à la valeur de l'ordre. Dans la mesure où d'autres parties sont impliquées dans l'exécution d'un ordre, les porteurs de Obligations doivent prendre en compte le fait qu'ils pourraient se voir facturer des frais de courtage, commissions et autres frais par ces autres parties (frais de tiers).

En plus de ces coûts directement liés à l'achat de titres (coûts directs), les porteurs des Obligations doivent également prendre en compte tous coûts de suivi (tels que droits de garde). Les investisseurs potentiels devraient s'informer au sujet de tous coûts additionnels encourus du fait de l'achat, la garde ou la vente des Obligations avant d'investir dans les Obligations.

14 Directive Épargne et Directive relative à la coopération administrative en matière fiscale

La directive relative à l'imposition des revenus tirés de l'épargne (2003/48/CE) adoptée par le Conseil de l'Union Européenne le 3 juin 2003 (la « **Directive Épargne** ») imposait à chaque État membre de fournir aux autorités fiscales d'un autre État membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts ou revenus similaires au sens de la Directive Épargne effectué par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, attribué au profit immédiat d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive Épargne), résident de cet autre État membre (voir paragraphe 2.2.17.1 Fiscalité européenne ci-après).

En application de la directive du Conseil 2011/16/UE relative à la coopération administrative en matière fiscale (telle qu'amendée par la directive du Conseil 2014/107/UE, la « **DCAF** »), les États membres doivent appliquer de nouvelles mesures relatives à l'échange obligatoire et automatique d'informations depuis le 1er janvier 2016. La DCAF est généralement d'application plus large que la Directive Épargne bien qu'elle ne prévoit pas l'application de retenues à la source.

Afin d'éviter les doublons entre la Directive Épargne et la DCAF, le Conseil a adopté le 10 novembre 2015 une directive abrogeant la Directive Épargne à compter du 1er janvier 2017 pour l'Autriche et du 1er janvier 2016 pour tous les autres États membres (sous réserve des obligations se rapportant à des paiements effectués avant ces dates).

La Directive Épargne avait été transposée en droit français par l'article 242 ter du Code Général des Impôts (« C.G.I. »), qui exige que les agents payeurs basés en France divulguent à l'administration fiscale certaines informations relatives aux paiements d'intérêts versés aux bénéficiaires effectifs domiciliés dans un autre État Membre, notamment leur identité et leur adresse, ainsi qu'une liste détaillée des différentes catégories de paiements d'intérêts effectués. Ces dispositions ont été abrogées par l'article 104 de la loi de finances pour 2017 (loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016) à compter du 1er janvier 2018. Les dernières déclarations effectuées en 2017 par les agents payeurs en application de la Directive Épargne portent uniquement sur les intérêts versés en 2016 à des personnes physiques résidentes d'Aruba ou de Saint-Martin. Les investisseurs sont invités à se renseigner, et le cas échéant à consulter leur conseil fiscal habituel, au sujet des conséquences de la Directive Épargne et de la Directive relative à la coopération administrative en matière fiscale s'y substituant, sur leur investissement.

15 Taxe sur les Transactions Financières

La Commission Européenne a proposé une directive, qui, si elle est adoptée dans sa forme actuelle relative, soumettrait les transactions sur les titres financiers (y compris les Obligations) à une taxe sur les transactions financières (la « TTF »). Elle serait mise en place dans dix États Membres de l'Union Européenne (les « États Membres Participants »), dont la France.

La TTF envisagée a un champ d'application très large et pourrait, si elle était adoptée en l'état, s'appliquer, dans certaines circonstances, à certaines opérations sur les Obligations (y compris pour des transactions sur le marché secondaire). La TTF représenterait une charge qui devrait généralement être égale à 0,1 % du prix d'achat dans de telles opérations. L'émission et la souscription des Obligations ne devraient pas être soumises à la TTF.

Selon les termes de la directive, la TTF pourrait s'appliquer, dans certaines circonstances, à des personnes établies dans et en dehors des États Membres Participants. De manière générale, elle devrait s'appliquer à certaines opérations sur les obligations dès lors qu'au moins une des parties à la transaction est une institution financière et qu'au moins une des parties à la transaction est établie dans un État Membre Participant. Une institution financière est établie ou est réputée établie dans un État Membre Participant dans un certain nombre de cas, y compris (a) lorsqu'elle contracte avec une personne établie dans un État Membre Participant ou (b) lorsque l'instrument financier objet de la transaction est émis dans un État Membre Participant.

Le Conseil « Affaires Économiques et Financières » (ECOFIN) de l'Union Européenne a indiqué en juin 2016 que les travaux sur la TTF allaient continuer pendant la seconde moitié de 2016. Le 11 octobre 2016, Pierre Moscovici, en tant que Commissaire Européen en charge des Affaires Économiques et Financières, de la Fiscalité et de l'Union Douanière a annoncé que dix États Membres Participants (à l'exclusion de l'Estonie) ont accepté certaines mesures importantes qui formeront le cœur de la FTT et ont indiqué leur intention d'élaborer un projet de législation afin la fin de l'année.

Le projet de directive fait toujours l'objet de négociations entre les États Membres Participants. Il est possible que le projet de Directive soit modifié avant toute mise en œuvre dont le calendrier est encore obscur. D'autres États membres pourraient décider de participer à la mise en œuvre de la TTF.

Si la proposition de directive ou toute taxe similaire est adoptée et transposée dans les législations nationales, les porteurs d'Obligations pourraient être exposés à des frais de transaction plus élevés et la liquidité des Obligations sur le marché pourrait être diminuée. Les investisseurs potentiels des Obligations sont invités à consulter leurs propres conseils fiscaux à l'égard de la TTF.

16 Dans la mesure où les Obligations ne sont pas garanties, les droits des porteurs peuvent être affectés défavorablement.

Les Obligations ne sont pas garanties. En tant qu'obligation non subordonnées, elles ont le même rang que les autres dettes non subordonnées et non garanties de l'Émetteur (sauf exception contractuellement et légalement définies). Les dettes garanties de l'Émetteur ou des autres entités du Groupe Crédit Agricole peuvent avoir un rang supérieur aux Obligations ou aux autres dettes non garanties de l'Émetteur.

17 Les Obligations peuvent faire l'objet de mesures de renflouement interne conduisant à leur dépréciation totale ou partielle ou à leur conversion en capital de l'Émetteur ou d'autres mesures si l'Émetteur est soumis à une procédure de résolution.

Conformément aux dispositions de la DRRB (telle que transposée en France au travers de l'Ordonnance du 20 août 2015), les autorités de résolution disposent de pouvoirs leur permettant de s'assurer que les instruments de capital (en ce compris les instruments de fonds propres de base de catégorie 1, les instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et les instruments de fonds propres de catégorie 2), et les engagements éligibles (en ce compris les titres de créance seniors dont les Obligations) absorbent les pertes en cas de défaillance avérée ou prévisible de l'Émetteur ou, des entités du groupe auquel il appartient, si l'Émetteur nécessite un soutien financier public exceptionnel, ou si certaines autres conditions sont réunies.

Pour plus d'informations sur le dispositif de résolution bancaire, voir le facteur de risque 5) « *Les effets du Dispositif de résolution bancaire* » de la Partie A « *facteurs de risques liés l'Émetteur et à son activité* »)

L'exercice de ces pouvoirs, par l'Autorité de Résolution Compétente, pourrait entraîner la partielle ou totale dépréciation ou conversion en capital (i.e. fonds propres de base de catégorie 1 de l'Émetteur) des Obligations.

Également, l'Autorité de Résolution Compétente peut décider de mettre en œuvre d'autres mesures de résolution parmi lesquelles la modification de l'échéance des instruments de dette (dont les Obligations) émis, du montant des intérêts payables au titre de ces instruments ou de la date d'exigibilité des intérêts (y compris en suspendant provisoirement les paiements au titre de ces instruments).

Il existe donc un risque pour les investisseurs des Obligations de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur l'Émetteur. L'Investisseur est également exposé au risque que les conditions des Obligations telles que décrites dans le présent Prospectus, notamment leur date de maturité finale de même que le montant des intérêts et leur date de paiement soient modifiés ou que les paiements au titre des Obligations soient provisoirement suspendus ou modifiés.

En outre il est possible que si la situation financière de l'Émetteur se détériore, l'existence de ces pouvoirs entraîne une diminution de la valeur de marché des Obligations, plus rapide que si ces outils n'avaient pas existé.

18 Le rendement des Obligations pourrait être limité ou retardé en cas d'insolvabilité de l'Émetteur

Le rendement des Obligations pourrait être limité ou retardé si l'Émetteur devenait insolvable et/ou faisait l'objet d'une procédure de mandat ad hoc, de conciliation, ou sauvegarde, d'une procédure de sauvegarde financière accélérée, de sauvegarde accélérée, d'un redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La Garantie de 1988 accordée par les Caisses Régionales pourra être appelée si les actifs de Crédit Agricole S.A. dans le cadre d'une procédure de liquidation ou de dissolution sont insuffisants, mais pas dans le cadre d'autres procédures pour insolvabilité. Pour plus de détails au sujet de la Garantie de 1988, veuillez-vous référer à la section B.5 du résumé et au facteur de risque d) « *L'avantage pratique de la Garantie de 1988 émise par les Caisses Régionales peut être limité par la mise en œuvre du nouveau régime français et européen de résolution qui s'appliquerait avant la liquidation* » du facteur de risque 17) « *Structure de l'Émetteur* » de la Partie A « *Facteurs de Risques liés à l'Émetteur et à son activité* ».

L'application de la législation française en matière d'insolvabilité pourrait affecter la capacité de l'Émetteur à procéder à des paiements au titre des Obligations. En vertu de la législation française en matière d'insolvabilité nonobstant toute clause contraire, les obligataires titulaires de titres de créance sont automatiquement groupés en une assemblée unique des obligataires (l'« **Assemblée** ») afin de défendre leur intérêt commun si une procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde accélérée, procédure de sauvegarde financière accélérée ou procédure de redressement judiciaire est ouverte en France eu égard à l'Émetteur. L'Assemblée comprendra tous les obligataires titulaires de titres de créance (obligations) émis par l'Émetteur, en vertu ou non d'un programme d'émission de dette et sans considération de leur rang ou de la loi les régissant.

L'Assemblée délibérera sur le projet de plan de sauvegarde, projet de plan de sauvegarde accélérée, projet de plan de sauvegarde financière accélérée ou projet de plan de redressement préparé concernant l'Émetteur et pourra de surcroît consentir à :

- accroître les charges de ces titulaires de titres de créance (y compris les porteurs d'Obligations) en rééchelonnant les paiements et/ou en procédant à une partielle ou totale de créances ;
- décider de convertir ces titres de créance (y compris les Obligations) en titres donnant ou susceptibles de donner accès au capital ; et/ou
- consentir un traitement différencié entre les titulaires de titres de créance (y compris les porteurs d'Obligations) si les différences de situation le justifient.

Les décisions de l'Assemblée seront prises à une majorité des deux tiers (calculée en proportion du montant des titres de créances détenus par les titulaires présents ou représentés lors d'une telle Assemblée). Aucun quorum n'est requis pour convoquer l'Assemblée.

L'administrateur judiciaire est autorisé à prendre en compte l'existence de conventions de vote auxquelles un porteur d'obligations aurait consenti, ou l'existence d'un accord prévoyant qu'une tierce partie s'acquittera des dettes du porteur, en totalité ou en partie, afin de diminuer le nombre de droits de vote détenus par ce dernier dans le cadre de l'Assemblée. L'administrateur judiciaire doit présenter les méthodes de computation des droits de vote et les porteurs concernés peuvent contester cette computation devant le président du tribunal de commerce compétent.

En de telles circonstances, les stipulations relatives à la « *Représentation des porteurs d'Obligations* » du présent Prospectus ne seront pas applicables dans la mesure où elles sont en contradiction avec des dispositions obligatoires de la loi sur les entreprises en difficulté applicables.

CHAPITRE I

RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Philippe BRASSAC, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Fait à Montrouge, le 5 janvier 2017

Le Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

Philippe BRASSAC

1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Contrôleurs légaux des comptes

Titulaires

Ernst & Young et Autres

Société représentée par Valérie Meeus
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de
Versailles

PricewaterhouseCoopers Audit

Société représentée par Anik Chaumartin à compter du
20 mai 2015.
Les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le
31 décembre 2014 ont été certifiés par Catherine
Pariset.
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Suppléants

Picarle et Associés

Société représentée par Denis Picarle
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
Commissaire aux comptes membre de la
Compagnie régionale des Commissaires aux
comptes de Versailles

Pierre Coll

63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Ernst & Young et Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire sous la dénomination **Barbier Frinault et Autres** par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.
Ernst & Young et Autres est représenté par Valérie Meeus.

Picarle et Associés a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.
PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Anik Chaumartin

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012

1.4. RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Monsieur Jérôme GRIVET, Directeur Général Adjoint en charge des Finances Groupe

CHAPITRE II

DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

Le présent Prospectus devra être lu et interprété conjointement avec les documents cités ci-dessous.

Ces documents sont incorporés dans le présent Prospectus et sont réputés en faire partie intégrante :

- du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2015 sous le numéro D.15-0180 (ci-après le « **DR 2014** »), ainsi que de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2015 sous le numéro D.15-0180-A01 (ci-après l' « **A01 du DR 2014** »), le 7 mai 2015 sous le numéro D.15-0180-A02, le 12 août 2015 sous le numéro D.15-0180-A03 et le 6 novembre 2015 sous le numéro D.15-0180-A04 ;
- le communiqué de presse du 9 mars 2016 intitulé « Ambitions Stratégiques 2020 » présentant le plan à moyen terme 2016-2019 du Groupe Crédit Agricole (ci-après le « **Communiqué de Presse relatif au Plan à Moyen Terme 2019** ») ;
- le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 mars 2016 sous le numéro D.16-0148 (ci-après le « **DR** ») ;
- l'actualisation du DR déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 1^{er} avril 2016 sous le numéro D.16-0148-A01 (ci-après l' « **A01** ») ;
- l'actualisation du DR déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0148-A02 (ci-après l' « **A02** ») ;
- l'actualisation du DR déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 août 2016 sous le numéro D.16-0148-A03. (ci-après l' « **A03** ») ;
- l'actualisation du DR déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 novembre 2016 sous le numéro D.16-0148-A04. (ci-après l' « **A04** »).

Tous les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus ont été déposés à l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Emetteur tel qu'indiqué à la fin du présent Prospectus. Ces documents seront publiés sur le site internet de l'Emetteur (www.credit-agricole.com) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

TABLE DE CORRESPONDANCE

La table de correspondance ci-dessous fait référence aux pages de documents incorporés par référence conformément aux dispositions de l'Annexe XI du Règlement (CE) de la Commission n° 809/2004 mettant en œuvre la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les informations contenues dans les prospectus, la structure des prospectus, l'inclusion d'informations par référence, la publication des prospectus et la diffusion des communications à caractère promotionnel.

ANNEX XI	N° de page des documents incorporés par référence
1 Personnes responsables	
1.1 personnes responsables des informations	536 du DR 266 de l'A01 87 de l'A02 261 de l'A03 76 de l'A04
1.2 déclaration des personnes responsables*	536 du DR* 266 de l'A01* 87 de l'A02* 261 de l'A03* 76 de l'A04*
2 Contrôleurs Légaux des Comptes	
2.1 noms et adresses des contrôleurs légaux des comptes de l'Émetteur	537 du DR 267 de l'A01 88 de l'A02 262 de l'A03 77 de l'A04
2.2 changements des contrôleurs légaux	537 du DR 267 de l'A01 88 de l'A02 262 de l'A03 77 de l'A04
3 Facteurs de Risques	107-110; 121-128; 218-304; 343-355; 376-382; 396-398 ; 487-488 du DR 43-126; 159-170; 192-198; 212-214 de l'A01 86 de l'A02 87-122; 168-173; 178-181 de l'A03 76 de l'A04

* la déclaration de M. Philippe Brassac relative à la "lettre de fin de travaux" n'est pas incorporée par référence dans le cadre du présent Prospectus.

4	Information concernant l'Émetteur	
4.1	Histoire et évolution de l'Émetteur	2-3; 19-21; 212-215; 451; 508 du DR Communiqué de Presse relatif au Plan à Moyen Terme 2019 141-147; 225; 228 de l'A03
4.1.1	raison sociale et nom commercial	508 du DR 228 de l'A03
4.1.2	lieu de constitution et numéro d'enregistrement	508 du RD 228 de l'A03
4.1.3	date de constitution et durée de vie	508 du RD 229 de l'A03
4.1.4	siège social, forme juridique, législation, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone	508 du RD 228 de l'A03
4.1.5	Évènement récent propre à l'Émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité	212-213; 451 du DR 3-69; 71-85; 141-144 de l'A03
5	Aperçu des activités	
5.1	Principales activités	
5.1.1	Description des activités principales de l'Émetteur	22-34; 186-217; 363-367; 523-524 du DR 2; 6-7; 9-42 de l'A01
5.1.2	nouveaux produits ou nouvelles activités, s'ils sont importants	N/A
5.1.3	Description des principaux marchés de l'Émetteur	24-34 du DR 179-183 de l'A01 157-162 de l'A03
5.1.4	position concurrentielle	N/A
6	Organigramme	
6.1	description du groupe et de la place de l'Émetteur en son sein	5; 310-315 du DR 3 de l'A01 214-224 de l'A03
6.2	lien de dépendance	312-315; 461-462; 523-534 du DR 141-143 de l'A03
7	Informations sur les tendances	
7.1	détérioration significative affectant les perspectives de l'Émetteur	524 du DR

7.2	tendance connue, incertitude, demande, engagements ou évènement raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'Émetteur	2-3; 212-215; 451 du DR; Le Communiqué de Presse relatif au Plan à Moyen Terme 2019 ; 42; 262 de l'A01 72; 86 de l'A03
8	Prévision ou estimation du bénéfice	N/A
9	Organes d'administration, de direction et de surveillance	
9.1	informations concernant les organes d'administration et de direction	97-118; 130-147 du DR 85 de l'A02 255-258 de l'A03 76 de l'A04
9.2	conflit d'intérêt	97-102; 146 du DR 86 de l'A03
10	Principaux actionnaires	
10.1	information relative au contrôle	5; 10-11; 97; 146; 399 du DR 71; 181 de l'A03
10.2	description des accords qui pourraient entraîner un changement de contrôle	11 du DR
11	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR	
11.1	Information Financières historiques	
	États financiers consolidés audités de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015:	306-451 du DR
	(i) bilan consolidé	318-319 du DR
	(ii) compte de résultat consolidé	316-317 du DR
	(iii) tableau des flux de trésorerie consolidés	322-323 du DR
	(iv) méthodes comptables et notes explicatives.	324-451 du DR
	États financiers consolidés audités du groupe Crédit Agricole pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015:	128-262 de l'A01
	(i) bilan consolidé	135 de l'A01
	(ii) compte de résultat consolidé	133-134 de l'A01
	(iii) tableau des flux de trésorerie consolidés	138-139 de l'A01
	(iv) méthodes comptables et notes explicatives.	140-262 de l'A01

États financiers non-consolidés audités de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015:	454-504 du DR
(a) bilan non consolidé;	456-457 du DR
(b) compte de résultat non consolidé	458 du DR
(c) méthodes comptables et notes explicatives	459-504 du DR
États financiers consolidés audités de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2014:	291-434 du DR 2014
(a) bilan consolidé;	301 du DR 2014
(b) compte de résultat consolidé;	299-300 du DR 2014
(c) tableau de flux de trésorerie consolidés;	304-305 du DR 2014
(d) méthodes comptables et notes explicatives	306-434 du DR 2014
États financiers consolidés audités du Groupe Crédit Agricole pour l'année financière prenant fin au 31/12/2014	145-281 de l'A01 du DR 2014
(a) bilan consolidé;	153 de l'A01 du DR 2014
(b) compte de résultat consolidé;	151-152 de l'A01 du DR 2014
(c) tableau de flux de trésorerie consolidés;	156-157 de l'A01 du DR 2014
(d) méthodes comptables et notes explicatives.	158-281 de l'A01 du DR 2014
États financiers non-consolidés audités de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2014:	437-484 de l'A01 du DR 2014
(a) bilan non consolidé;	438-439 du DR 2014
(b) compte de résultat non consolidé;	440 du DR 2014
(c) méthodes comptables et notes explicatives.	441-484 du DR 2014
11.2 États financiers	306-451; 454-504 du DR 128-262 de l'A01
11.3 Vérification des informations financières historiques annuelles	
Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers consolidés de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015	452-453 du DR
Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers consolidés du Groupe Crédit Agricole pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015	263-264 de l'A01

Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers non consolidés de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2015	505 du DR
Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers consolidés de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2014	435-436 du DR 2014
Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers consolidés du Groupe Crédit Agricole pour l'année financière prenant fin au 31/12/2014	282-283 de l'A01 du DR 2014
Rapport des contrôleurs légaux sur les états financiers non consolidés de l'Émetteur pour l'année financière prenant fin au 31/12/2014	485 du DR 2014
11.4 Date des dernières informations financières	306 du DR 128 de l'A01 3 de l'A03 3 de l'A04
11.5 Informations financières intermédiaires et autres	3-71, 86 de l'A02 3-227 de l'A03 3-75 de l'A04
11.6 procédures judiciaires et d'arbitrage	259-261; 396-397 du DR 86 de l'A02 91-93; 152 de l'A03 76 de l'A04
11.7 changements significatifs de la situation financière de l'Émetteur	524 du DR
12 Contrats Importants	312-315 ; 461-462; 523-534 du DR
13 Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts	N/A
14 Documents accessibles au public	92 de l'A02 267 de l'A03 82 de l'A04

CHAPITRE III

EMISSION ET ADMISSION DE VALEURS MOBILIERES REPRESENTATIVES DE CREANCES SUR EURONEXT

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

2.1. CADRE DE L'EMISSION

2.1.1. AUTORISATIONS

Le Conseil d'Administration agissant conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce, a autorisé Crédit Agricole S.A. par décision du 8 mars 2016 à procéder dans la limite d'un montant nominal maximum de 40 milliards d'euros ou la contre-valeur de ce montant en devises à des émissions en euros d'obligations, subordonnées ou non, simples ou complexes, assorties, en fonction des conditions des marchés de capitaux lors des émissions, d'un taux d'intérêt fixe ou variable et qui pourront être indexées sur tout type d'indices ou de valeurs mobilières. Les emprunts seront à durée déterminée ou indéterminée. S'ils sont à durée déterminée, ils pourront être prorogés et/ou remboursés par anticipation, soit partiellement, soit en totalité sous réserve des lois et réglementations applicables. S'ils sont à durée indéterminée, ils viendront à échéance au plus tard lors de la liquidation (judiciaire ou autre) de Crédit Agricole S.A. ; le cas échéant, ils pourront être remboursés par anticipation, soit partiellement soit en totalité sous réserve des lois et réglementations applicables.

Après avoir fait usage de cette autorisation à hauteur de 14 297 546 133 euros, le Directeur de la Gestion Financière, Monsieur Olivier BELORGEY a décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission de titres d'un objectif de montant maximum de 300 000 000 euros.

2.1.2. NOMBRE ET VALEUR NOMINALE DES OBLIGATIONS, PRODUIT DE L'EMISSION

L'objectif de montant minimum de l'émission est de 100 000 000 euros représenté par 100 000 000 obligations (les « **Obligations** ») d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune (la « **Valeur Nominale** »). La présente opération n'est soumise à aucun montant minimum ni maximum pour son succès. En tout état de cause, le montant de l'émission sera limité au montant des souscriptions recueillies. Cet emprunt est susceptible d'être porté à un objectif de montant nominal maximum de 300 000 000 euros représenté par 300 000 000 Obligations d'une Valeur Nominale d'un (1) euro chacune.

Cette option est valable jusqu'au 31/01/2017 à 17 heures.

Le montant définitif de cet emprunt sera communiqué aux souscripteurs par un avis publié sur le site de l'Émetteur : www.credit-agricole.com en date du 06/02/2017 et d'un communiqué de presse en date du 06/02/2017.

Le produit brut minimum estimé de l'émission sera de 100 000 000 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 750 000 euros correspondant à une commission de montage et à une commission de placement due aux intermédiaires financiers et d'environ 18 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 99 232 000 euros.

2.1.3. TRANCHES INTERNATIONALES

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international. Il n'est pas demandé de certificat d'approbation de ce Prospectus.

2.1.4. DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5. PERIODE DE SOUSCRIPTION ET CONSENTEMENT DE L'ÉMETTEUR SUR L'UTILISATION DU PROSPECTUS

Période de souscription

L'émission des Obligations fait l'objet d'une offre au public. Cette offre de titres est destinée à des investisseurs personnes physiques et morales. La souscription sera ouverte du 10 janvier 2017 au 31 janvier 2017 à 17 heures (la « **Période de Souscription** »).

Toute souscription est irrévocable, étant toutefois précisé que, conformément aux dispositions de l'article 212-25 du Règlement Général de l'AMF, tout fait nouveau significatif ou toute erreur ou inexactitude concernant les informations contenues dans le prospectus, qui est susceptible d'avoir une influence significative sur l'évaluation des Obligations et survient ou est constaté entre l'obtention du visa et la clôture de l'offre ou, le cas échéant, le début de la négociation sur un marché réglementé, est mentionné dans une note complémentaire au Prospectus qui est, préalablement à sa diffusion, soumise au visa AMF. Les investisseurs qui ont déjà accepté d'acheter des Obligations ou d'y souscrire avant que la note complémentaire ne soit publiée ont le droit de retirer leur acceptation pendant au moins deux jours de négociation après la publication de la note complémentaire au Prospectus.

Consentement de l'Émetteur sur l'utilisation du Prospectus

Crédit Agricole S.A. (l'« **Émetteur** ») consent à l'utilisation de ce Prospectus et les informations qui y sont contenues (pour lesquels l'Émetteur est responsable) par les Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel (les « **Caisses Régionales** »), auprès desquelles les souscriptions seront reçues en France. Ce consentement est donné pour la Période de Souscription des Obligations.

Les Caisses Régionales fourniront aux investisseurs des informations sur les conditions de l'offre au moment où elle est faite.

Il n'y a pas d'autres conditions nécessaires au consentement de l'autorisation d'utilisation du présent Prospectus.

La liste et les coordonnées des Caisses Régionales sont les suivantes :

1. Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Alpes Provence
société coopérative à personnel et capital variables, 25, chemin des Trois Cyprès, 13097 Aix-en-Provence, France, enregistrée au RCS d'Aix-en-Provence, France, sous le numéro 381 976 448.
2. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Alsace Vosges
société coopérative à personnel et capital variables, 1, place de la Gare, BP 20440, 67008 Strasbourg, France, enregistrée au RCS de Strasbourg, France, sous le numéro 437 642 531.
3. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de l'Anjou et du Maine
société coopérative à personnel et capital variables, 40, rue Prémartine, 72000 Le Mans, France, enregistrée au RCS du Mans, France, sous le numéro 414 993 998.
4. Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Aquitaine
société coopérative à personnel et capital variables, 304, boulevard du Président Wilson, 33076 Bordeaux, France, enregistrée au RCS de Bordeaux, France, sous le numéro 434 651 246.
5. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Atlantique Vendée
société coopérative à personnel et capital variables, La Garde, route de Paris, 44949 Nantes, France, enregistrée au RCS de Nantes, France, sous le numéro 440 242 469.
6. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Brie Picardie
société coopérative à personnel et capital variables, 500, rue Saint Fuscien, 80095 Amiens, France, enregistrée au RCS d'Amiens, France, sous le numéro 487 625 436.
7. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Centre-Est
société coopérative à personnel et capital variables, 1, rue Pierre de Truchis de Lays, 69410 Champagne-au-Mont-d'Or, France, enregistrée au RCS de Lyon, France, sous le numéro 399 973 825.
8. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Centre France
société coopérative à personnel et capital variables, 3, avenue de la Libération, 63045 Clermont-Ferrand, France, enregistrée au RCS de Clermont-Ferrand, France, sous le numéro 445 200 488.
9. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Centre Loire
société coopérative à personnel et capital variables, 8, allée des Collèges, 18920 Bourges, France, enregistrée au RCS de Bourges, France, sous le numéro 398 824 714.
10. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Champagne-Bourgogne

société coopérative à personnel et capital variables, 269, faubourg Croncels, 10000 Troyes, France, enregistrée au RCS de Troyes, France, sous le numéro 775 718 216.

11. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Centre Ouest

société coopérative à personnel et capital variables, 29, boulevard de Vanteaux, BP 509, 87044 Limoges, France, enregistrée au RCS de Limoges, France, sous le numéro 391 007 457.

12. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres

société coopérative à personnel et capital variables, 14, rue Louis Tardy, 17140 Lagord, France, enregistrée au RCS de Saintes, France, sous le numéro 399 354 810.

13. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Charente-Périgord

société coopérative à personnel et capital variables, rue d'Epagnac, 16800 Soyaux, France, enregistrée au RCS d'Angoulême, France, sous le numéro 775 569 726.

14. Caisse régionale de crédit agricole mutuel des Côtes-d'Armor

société coopérative à personnel et capital variables, La Croix Tual, Ploufragan, 22098 Saint-Brieuc, France, enregistrée au RCS de Saint-Brieuc, France, sous le numéro 777 456 179.

15. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Finistère

société coopérative à personnel et capital variables, 7, route du Loch, 29555 Quimper, France enregistrée au RCS d de Quimper, France, sous le numéro 778 134 601.

16. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Franche-Comté

société coopérative à personnel et capital variables, 11, avenue Elisée Cusenier, 25084 Besançon, France, enregistrée au RCS de Besançon, France, sous le numéro 384 899 399.

17. Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Ille-et-Vilaine

société coopérative à personnel et capital variables, 4, rue Louis Braille, 35136 St-Jacques de la Lande, France, enregistrée au RCS de Rennes, France, sous le numéro 775 590 847.

18. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Loire Haute-Loire

société coopérative à personnel et capital variables, 94, rue Bergson, 42007 Saint-Etienne, France, enregistrée au RCS de Saint-Etienne, France, sous le numéro 380 386 854.

19. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine

société coopérative à personnel et capital variables, 56-58, avenue André Malraux, 57000 Metz, France, enregistrée au RCS de Metz, France, sous le numéro 775 616 162.

20. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Martinique et de la Guyane

société coopérative à personnel et capital variables, rue Case Nègre, Place d'Armes, BP 370, 97232 Lamentin, France, enregistrée au RCS de Fort-de-France, France, sous le numéro 313 976 383.

21. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Sud-Méditerranée

société coopérative à personnel et capital variables, 30, rue Pierre Bretonneau, B.P. 243, 66832 Perpignan, France, enregistrée au RCS de Perpignan, France, sous le numéro 776 179 335.

22. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Languedoc

société coopérative à personnel et capital variables, avenue de MontPELLIÉRET, Maurin, 34977 Lattes, France, enregistrée au RCS de Montpellier, France, sous le numéro 492 826 417.

23. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Morbihan

société coopérative à personnel et capital variables, avenue de Keranguen, 56956 Vannes, France, enregistrée au RCS de Vannes, France, sous le numéro 777 903 816.

24. Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Nord Est

société coopérative à personnel et capital variables, 25, rue Libergier, 51088 Reims, France, enregistrée au RCS de Reims, France, sous le numéro 394 157 085.

25. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Nord de France

société coopérative à personnel et capital variables, 10, Avenue Foch, BP 369, 59020 Lille, France, enregistrée au RCS de Lille, France, sous le numéro 440 676 559.

26. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Normandie

société coopérative à personnel et capital variables, 15, esplanade Brillaud de Laujardière, 14050 Caen, France, enregistrée au RCS de Caen, France, sous le numéro 478 834 930.

27. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Normandie-Seine

société coopérative à personnel et capital variables, chemin de la Bretèque, 76230 Bois-Guillaume, France, enregistrée au RCS de Rouen, France, sous le numéro 433 786 738.

28. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Paris et d'Ile-de-France
société coopérative à personnel et capital variables, 26, quai de la Râpée, 75012 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris, France, sous le numéro 775 665 615.
29. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Provence Côte d'Azur
société coopérative à personnel et capital variables, Les Négadis, avenue Paul Arène, BP 78, 83300 Draguignan, France, enregistrée au RCS de Draguignan, France, sous le numéro 415 176 072.
30. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Nord Midi-Pyrénées
société coopérative à personnel et capital variables, 219, avenue François Verdier, 81022 Albi, France, enregistrée au RCS d'Albi, France, sous le numéro 444 953 830.
31. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Pyrénées-Gascogne
société coopérative à personnel et capital variables, 11, boulevard du Président Kennedy, BP 329, 65003 Tarbes, France, enregistrée au RCS de Tarbes, France, sous le numéro 776 983 546.
32. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Réunion
société coopérative à personnel et capital variables, Parc Jean de Cambiaire, Cite des Lauriers, 97462 Saint Denis, France, enregistrée au RCS de Saint-Denis, France, sous le numéro 312 617 046.
33. Caisse régionale de crédit agricole mutuel des Savoie
société coopérative à personnel et capital variables, PAE Les Glaisins, 4, avenue du Pré Félin, 74985 Annecy, France, enregistrée au RCS d'Annecy, France, sous le numéro 302 958 491.
34. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Sud Rhône-Alpes
société coopérative à personnel et capital variables, 15-17, rue Paul Claudel, BP 67, 38041 Grenoble, France, enregistrée au RCS de Grenoble, France, sous le numéro 402 121 958.
35. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Toulouse 31
société coopérative à personnel et capital variables, 6-7, place Jeanne d'Arc, BP 40535, 31005 Toulouse, France, enregistrée au RCS de Grenoble, France, sous le numéro 776 916 207.
36. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Touraine et du Poitou
société coopérative à personnel et capital variables, 6-18, rue Salvador Allende, BP 307, 86008 Poitiers, France, enregistrée au RCS de Poitiers, France, sous le numéro 399 780 097.
37. Caisse régionale de crédit agricole mutuel Val de France
société coopérative à personnel et capital variables, 1, rue Daniel Boutet, 28000 Chartres, France, enregistrée au RCS de Chartres, France, sous le numéro 400 868 188.
38. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Corse
société coopérative à personnel et capital variables, 1, avenue Napoléon III, BP 308, 20193 Ajaccio, France, enregistrée au RCS d'Ajaccio, France, sous le numéro 782 989 206.
39. Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Guadeloupe
société coopérative à personnel et capital variables, Petit Pérou, 97176 Les Abymes cedex, France, enregistrée au RCS de Pointe à Pitre, France, sous le numéro 314 560 772.

Les informations sur les conditions de l'offre fournies par les Caisses Régionales aux investisseurs sont valables pour la Période de Souscription des Obligations.

2.1.6. ORGANISMES FINANCIERS CHARGES DE RECUEILLIR LES SOUSCRIPTIONS

Les souscriptions des Obligations auprès du public, dans la limite du nombre des Obligations disponibles, seront reçues en France, Etat membre dans lequel l'offre est faite, auprès des Caisses Régionales ci-dessus citées.

L'Émetteur versera aux Caisses Régionales une commission maximum de 0,75 % du montant des Obligations placées par chacun d'eux, le 8 février 2017.

2.2. CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

2.2.1. NATURE, FORME ET DELIVRANCE DES OBLIGATIONS

Les Obligations sont émises dans le cadre de la législation française.

Les Obligations émises sont des titres de créance non complexes.

Les Obligations pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des porteurs.

Elles seront obligatoirement inscrites en comptes tenus, selon les cas par :

- CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Émetteur pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du porteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du porteur pour les titres au porteur.

CACEIS Corporate Trust a son siège social au 1-3, place Valhubert – 75013 Paris, France. Son établissement principal est situé au 14, rue Rouget de Lisle – 92130 Issy les Moulineaux, France.

Les Obligations seront inscrites en compte le 08/02/2017.

Euroclear France assurera la compensation des Obligations entre teneurs de comptes.

2.2.2. PRIX D'EMISSION

100 % soit 1 euro par Obligation payable en une seule fois à la Date de Règlement.

2.2.3. DATE DE JOUISSANCE

08/02/2017

2.2.4. DATE DE REGLEMENT

08/02/2017 (la « **Date de Règlement** »).

2.2.5. INTERET /TAUX NOMINAL

Le taux nominal annuel est de 1,30 %.

Les Obligations rapporteront un intérêt trimestriel payable en une seule fois sur la base d'un taux d'intérêt trimestriel égal au taux nominal annuel divisé par 4, nonobstant le nombre de jours de la période considérée, soit 1,30 % divisé par 4, soit 0,325 % du nominal.

Les dates de paiement des intérêts seront les 8 février, 8 mai, 8 août et 8 novembre de chaque année. Le premier terme d'intérêt sera payable le 8 mai 2017.

Convention de Jour Ouvré

Si une Date de Paiement d'Intérêts tombe un jour qui n'est pas un Jour Ouvré, elle sera repoussée au Jour Ouvré suivant. Jour Ouvré désigne tout jour où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel (« TARGET 2 ») ou tout système qui lui succéderait, fonctionne.

Les intérêts cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Émetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de cinq (5) ans à compter de la date à laquelle ils sont dus respectivement.

2.2.6. AMORTISSEMENT, REMBOURSEMENT

2.2.6.0. Définitions

Pour les besoins de cet article, ou lorsque ces définitions sont utilisées ailleurs dans ce Prospectus et qu'il ne leur est pas attribué de sens différent :

« **Date d'Échéance** » a la signification qui lui est donnée à l'article 2.2.6.1 ci-après.

« **Droits de Compensation** » : signifie tous les droits d'un porteur d'Obligations à exercer ou à faire valoir la compensation totale ou partielle, quelle qu'en soit la forme (y compris la rétention ou le « *netting* ») ou la technique (y compris par voie de demande reconventionnelle), résultant directement ou indirectement de ou lié aux Obligations.

« **Évènement Fiscal** » a la signification qui lui est donnée à l'article 2.2.6.2.2 ci-après.

« **Jour Ouvré** » désigne tout jour, autre qu'un samedi ou un dimanche, où les banques sont ouvertes à Paris et où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel « TARGET 2 » ou tout système qui lui succéderait, fonctionne ; et

« **TARGET 2** » désigne le système de paiement « *Trans-European Automated Real-time Gross settlement Express Transfer system* » en vigueur au travers duquel les banques transfèrent des paiements entre elles ou auprès de leur client dans la zone euro.

2.2.6.1 Amortissement normal

À moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées, rachetées ou annulées, les Obligations seront amorties en totalité le 08/02/2027 (la « **Date d'Échéance** ») ou le premier Jour Ouvré suivant ce jour si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de cinq (5) ans à compter de la date à laquelle il est dû.

2.2.6.2. Amortissement anticipé

2.2.6.2.1. Par rachats, offres publiques d'achat ou d'échange

L'Émetteur ou tout agent agissant en son nom et pour son compte se réserve le droit de procéder à tout moment à des rachats des Obligations, à quel que prix que ce soit, en bourse ou hors bourse (y compris par le biais d'offres publiques d'achat ou d'échange) conformément aux lois et réglementation en vigueur.

Ces opérations sont sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des Obligations restant en circulation.

Les Obligations ainsi rachetées pourront, au gré de l'Émetteur, être conservées et revendues conformément aux lois et règlements applicables ou annulées conformément au paragraphe ci-dessous.

L'information relative au nombre d'Obligations rachetées et au nombre d'Obligations en circulation sera publiée conformément aux dispositions légales et notamment de l'article 238-2-1 du règlement général de l'AMF et transmise à Euronext Paris pour l'information du public.

Les Obligations rachetées pour annulation conformément au paragraphe ci-dessus seront annulées, si tel est le cas, par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France. Les Obligations ainsi annulées ne pourront être réémises ou revendues et l'Émetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Obligations.

2.2.6.2.2. Remboursement optionnel en cas de survenance d'un Évènement Fiscal

Si, en raison d'une quelconque modification des lois et réglementations de la République Française ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ayant des pouvoirs en matière fiscale, ou d'une quelconque modification dans l'application ou l'interprétation officielle de la législation ou la réglementation de la République Française ou de toute autre modification du régime fiscal des Obligations, entrant en vigueur à ou après la Date de Règlement, le régime fiscal de tous paiements relatifs aux Obligations est modifié et que de telles modifications ont pour conséquences de réduire la part fiscalement déductible relative aux intérêts dus par l'Émetteur (une telle modification étant définie comme un « **Évènement Fiscal** »), l'Émetteur peut, à sa discrétion, rembourser les Obligations en totalité, et non en partie, à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus jusqu'à la date de remboursement (exclue) sous réserve (i) de faire parvenir un avis écrit aux porteurs conformément au paragraphe 2.2.6.2.3 (*Informations des porteurs*) et (ii) que la date de remboursement faisant l'objet de la notification ne soit pas antérieure à la dernière date possible à laquelle l'Émetteur peut procéder au paiement considéré avec des intérêts déductibles au regard de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Les paiements seront effectués 30 (trente) Jours Calendaires après la date de décision de remboursement de l'Émetteur.

2.2.6.2.3 Information des porteurs

Les porteurs des Obligations seront informés par des avis publiés sur le site de l'Émetteur : www.credit-agricole.com et par des communiqués de presse.

2.2.7. TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT A LA DATE DE REGLEMENT

1,31 % à la Date de Règlement

Sur le marché obligataire français, le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (Définition du Comité de Normalisation Obligataire).

2.2.8. DUREE DE L'EMPRUNT

Dix (10) ans

2.2.9. ASSIMILATIONS ULTERIEURES

Au cas où l'Émetteur émettrait ultérieurement de nouvelles obligations jouissant à tous égards de droits identiques à celles des Obligations de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des obligations des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10. RANG DE CREANCE

Les Obligations et leurs intérêts constituent des engagements directs et inconditionnels de droit français de l'Émetteur, non subordonnés, non assortis de sûretés et chirographaires venant au rang d'engagements défini à l'article L613-30-3-I-3° du code monétaire et financier et au même rang entre elles.

À l'exception de certaines obligations ou dettes bénéficiant d'une priorité en vertu de la loi applicable (qui leur sont donc supérieures), et sans préjudice des conditions relatives au « *Maintien des Obligations à leur Rang* » décrites ci-dessous, les Obligations auront un rang égal au moins égal à tout autre endettement ou engagement financier présent ou futur de l'Émetteur, non subordonné et non assorti de sûreté.

Maintien des Obligations à leur rang

L'Émetteur ne constituera aucune sûreté sur l'une quelconque de ses obligations ou endettements similaires émis ou garantis par lui sans constituer de sûreté équivalente sur les Obligations restant dues. Cet engagement se rapporte exclusivement aux émissions d'obligations et n'affecte en rien la liberté de l'Émetteur de disposer de la propriété de ses biens ou de conférer toute sûreté sur lesdits biens en toutes autres circonstances.

2.2.11. CAS DE DEFAULT

Aucun : les modalités des Obligations ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements.

Toutefois, si un jugement prononce la liquidation judiciaire de l'Émetteur ou si une liquidation de l'Émetteur intervient pour toute autre raison, les Obligations deviendront immédiatement remboursables.

2.2.12. RENONCIATION AUX DROITS DE COMPENSATION

Aucun porteur ne peut exercer ou se prévaloir, à quel que moment que ce soit, de quelconques Droits de Compensation du montant qui lui est dû par l'Émetteur au titre des Obligations avec de quelconques droits, créances ou engagements que l'Émetteur a ou pourrait avoir ou acquérir à l'encontre de chaque porteur, directement ou indirectement, et quelle qu'en soit la cause (y compris tous les droits, créances ou engagements résultant de ou liés à tous contrats, tous instruments de quelles que sortes que ce soient, ou à toutes obligations non contractuelles et dans tous les cas, que ces droits, créances ou engagements découlent ou pas des Obligations). Chaque porteur est présumé avoir renoncé à tous les Droits de Compensation dans la mesure où la loi applicable à de tels droits, créances et engagements existants ou potentiels le permet.

Il est précisé que ce paragraphe 2.2.12 ne doit être pas être interprété comme la reconnaissance de l'existence d'un quelconque Droit de Compensation des porteurs.

Ainsi, les porteurs ne pourront pas se prévaloir, de quelle que manière que ce soit, de la possibilité de « compenser » les montants des éventuelles dettes qu'ils auraient envers l'Émetteur avec les montants qu'ils leur seraient dus par l'Émetteur au titre des Obligations.

2.2.13. GARANTIE

Le service de l'emprunt en intérêts amortissements, impôts, frais et accessoires ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

2.2.14. PRISE FERME

Sans objet.

2.2.15. NOTATION

Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.

À titre d'information, à la date du présent Prospectus les notations concernant la dette de l'Émetteur sont les suivantes :

- Standard & Poor's Credit Market Services Europe Limited (« **Standard & Poor's** ») : A concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an, A-1 concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins;
- Moody's Investors Service Limited (« **Moody's** ») : A1 concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an, Prime-1 concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins, et
- Fitch Rating Limited (« **Fitch** ») : A concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est de plus d'un an et F1 concernant la dette senior non sécurisée de l'Émetteur dont l'échéance est d'un an ou moins.

Ces informations sont rendues publiques par les agences Standard and Poor's, Moody's et Fitch sur leurs sites. L'Émetteur est noté sur une base sollicitée par ces trois agences de notation seulement. L'Émetteur est également noté sur une base non-sollicitée par d'autres agences de notation. Standard & Poor's, Moody's et Fitch sont établies dans l'Union Européenne et ont été enregistrées en application du Règlement (CE) No. 1060/2009 relatif aux agences de notation.

2.2.16. REPRESENTATION DES PORTEURS D'OBLIGATIONS

Conformément à l'article L 228-46 du code de commerce, les porteurs sont groupés en une masse (la « **Masse** ») jouissant de la personnalité civile.

En application de l'article L 228-47 du code de commerce, sont désignés :

a) **Représentant titulaire de la Masse des obligataires :**

Représentant titulaire de la Masse des obligataires :

Monsieur Stéphane MONIN
demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Émetteur, est de trois-cent (300) euros par an ; elle sera payable le 8 février de chaque année et pour la première fois le 08/02/2018.

Représentant suppléant de la Masse des obligataires :

Monsieur Philippe de LAMARZELLE
demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEoust

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle l'Émetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant ; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de trois-cents (300) euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve, le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des obligataires.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des obligataires ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des Obligations. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des obligataires, ces derniers seront réunis au siège social de l'Émetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur d'Obligations a le droit, pendant le délai de 15 (quinze) jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Émetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures d'obligations offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats d'émission le prévoient, les obligataires seront groupés en une Masse unique.

2.2.17 FISCALITE

Tous les paiements afférents aux Obligations effectuées par ou pour le compte de l'Émetteur seront effectuées sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouvrés par ou pour le compte de toute juridiction, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit impérativement prescrit par la loi.

2.2.17.1 Fiscalité Européenne

Le 3 juin 2003, le Conseil de l'Union Européenne a adopté une nouvelle directive (2003/48/CE) relative à l'imposition des revenus tirés de l'épargne perçus sous forme d'intérêts (la « **Directive Épargne** »). Sous réserve de certaines conditions, les États Membres devaient fournir à l'administration fiscale d'autres États Membres des informations détaillées, notamment sur les paiements d'intérêt au sens de la Directive Épargne (intérêts, produits, primes et autres revenus d'emprunts) effectués par un agent payeur situé dans leur juridiction à ou au profit d'une personne physique résidente d'un autre État Membre ou de certaines entités établies dans cet autre État Membre (la « Méthode de Divulgence des Informations »).

Toutefois, en application de la directive du Conseil 2011/16/UE relative à la coopération administrative en matière fiscale (telle qu'amendée par la directive du Conseil 2014/107/UE, la « **DCAF** »), les États membres doivent appliquer de nouvelles mesures relatives à l'échange obligatoire et automatique d'informations à compter du 1er janvier 2016.

Afin d'éviter les doublons entre la Directive Épargne et la DCAF, le Conseil a adopté le 10 novembre 2015 une directive abrogeant la Directive Épargne à compter du 1er janvier 2017 pour l'Autriche et du 1er janvier 2016 pour tous les autres États membres (sous réserve des obligations se rapportant à des paiements effectués avant ces dates). Les considérants de cette directive prévoient également que les États membres ne devront pas transposer la Directive Modificatrice qui aurait eu pour effet d'amender la Directive Épargne.

La Directive Épargne avait été transposée en droit français par l'article 242 ter du Code Général des Impôts (« C.G.I. »), qui exige que les agents payeurs basés en France divulguent à l'administration fiscale certaines informations relatives aux paiements d'intérêts versés aux bénéficiaires effectifs domiciliés dans un autre État Membre, notamment leur identité et leur adresse, ainsi qu'une liste détaillée des différentes catégories de paiements d'intérêts effectués. Ces dispositions ont été abrogées par l'article 104 de la loi de finances pour 2017 (loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016) à compter du 1er janvier 2018. Les dernières déclarations effectuées en 2017 par les agents payeurs en application de la Directive Épargne portent uniquement sur les intérêts versés en 2016 à des personnes physiques résidentes d'Aruba ou de Sint-Marten. Les investisseurs sont invités à se renseigner, et le cas échéant à consulter leur conseil fiscal habituel, au sujet des conséquences de la Directive Épargne et de la Directive relative à la coopération administrative en matière fiscale s'y substituant, sur leur investissement.

2.2.17.2 Fiscalité Française

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation française, le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de la fiscalité applicable en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés françaises aux porteurs qui ne sont pas actionnaires de l'Émetteur et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel. Les conséquences de l'acquisition, de la détention et de la transmission des Obligations en matière d'imposition sur la fortune et de droits de succession et de donation ne sont pas abordées dans la présente note d'information.

Les non-résidents de France doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence.

2.2.17.2.1. Régime fiscal applicable aux résidents fiscaux français

1) Personnes physiques détenant des Obligations dans leur patrimoine privé

a) Revenus

Les revenus des Obligations sont obligatoirement soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le montant global des intérêts perçus au titre d'une année (incluant les revenus de l'Obligation et les autres intérêts) n'excède pas 2.000 € peuvent opter pour leur imposition à un taux forfaitaire de 24%. L'option est à exercer lors du dépôt de la déclaration des revenus de cette année.

Lors de leur versement, les revenus des Obligations sont assujettis à un prélèvement de 24%, obligatoire mais non libératoire, qui s'imputera sur l'impôt sur le revenu à payer l'année suivante. Peuvent être dispensés de ce prélèvement, sur demande, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 25.000 € (personnes célibataires, divorcées ou veuves) ou à 50.000 € (personnes soumises à une imposition commune).

En l'état actuel de la législation, s'ajoutent à l'impôt sur le revenu :

- (a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles L 136-7 et L 136-8 du C.S.S.),
- (b) le prélèvement social de 4,5 % (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.),
- (c) la contribution additionnelle au prélèvement social (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %,
- (d) le prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine et les produits de placement (article 1600-0 S du C.G.I.), fixé à 2 %,
- (e) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 H et 1600-0 J du C.G.I.).

Les prélèvements sociaux sont prélevés à la source par l'établissement payeur français. Si les revenus sont soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif, une fraction de la CSG (5,1%) est déductible de l'assiette de cet impôt l'année de son paiement (articles 154 quinquies II du C.G.I.).

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou lors de l'acquisition du produit, la perte correspondante est considérée comme une perte en capital, qui n'est pas déductible du revenu global du souscripteur. Toutefois, il est admis que cette perte en capital puisse s'imputer sur les intérêts afférents aux obligations versés à leur échéance régulière la dernière année (BOFIP, BOI RPPM-RCM-20-10-20-20-20140211, n°390)

b) Plus-values

Les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des Obligations par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumises au barème progressif de l'impôt sur le revenu (article 200 A 2 du C.G.I.) pour leur montant net, soit après imputation des moins-values le cas échéant constatées au cours de la même année ou des dix années précédentes, quel que soit le montant annuel des cessions des valeurs mobilières (et droits sociaux ou titres assimilés) effectuées par foyer fiscal.

Les plus-values sont également soumises aux prélèvements sociaux suivants, quel que soit le montant des cessions réalisées par le foyer fiscal l'année de la cession.

- (a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles L 136-6 et L 136-8 du C.S.S.),
- (b) le prélèvement social de 4,5 % (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.),
- (c) la contribution additionnelle au prélèvement social (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %,
- (d) le prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine et les produits de placement (article 1600-0 S du C.G.I.), fixé à 2 %,
- (e) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 G et 1600-0 J du C.G.I.),

Une fraction de la CSG (5,1%) est déductible de l'assiette de cet impôt l'année de son paiement (articles 154 quinquies II du C.G.I.).

En matière d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux, les moins-values de cession s'imputent sur les plus-values de même nature réalisées au cours de la même année ou des dix années suivantes quel que soit le montant des cessions de valeurs mobilières réalisées par les membres du foyer fiscal l'année où la moins-value a été constatée.

2) Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun, hors entreprises d'assurances et de capitalisation, établissements de crédit et entreprises d'investissement)

a) Revenus

Les revenus courus de ces Obligations (intérêts et primes de remboursement) détenues par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

Les intérêts sont imposés au titre de l'exercice au titre duquel ils sont courus.

Les primes de remboursement correspondent à la différence entre les sommes ou valeurs à recevoir, à l'exception des intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière, et celles versées lors de la souscription ou de l'acquisition (article 238 septies E I-1 du code général des impôts).

En revanche, les intérêts non linéaires sont considérés comme des éléments constitutifs d'une prime de remboursement.

Si la prime est supérieure à 10 % de la valeur d'acquisition et le prix moyen à l'émission est inférieur ou égal à 90 % de la valeur de remboursement, la prime doit être imposée de manière étalée sur la durée de vie du produit comme suit :

Dans le cas général, la fraction de la prime et des intérêts (y compris les intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière) à rattacher aux résultats imposables de chaque exercice est calculée en appliquant au prix de souscription ou d'acquisition, majoré, le cas échéant, de la fraction de la prime et des intérêts capitalisés à la date anniversaire de l'emprunt ou du titre, le taux d'intérêt actuariel déterminé à la date de souscription ou d'acquisition. Le taux d'intérêt actuariel est le taux annuel qui, à la date de souscription ou d'acquisition, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir.

Si ces conditions ne sont pas satisfaites, la prime est imposable lors de son versement (ou au fur et à mesure du versement des intérêts si la prime est constituée d'intérêts).

Des modalités spécifiques de détermination et de rattachement de la prime de remboursement sont prévues s'agissant des titres « complexes », c'est-à-dire de ceux présentant des caractéristiques spécifiques quant à leurs modalités de remboursement ou de rémunération. Elles sont détaillées à l'article 238 septies E-II-3 du C.G.I.

Les intérêts des Obligations courus sur l'exercice et les primes de remboursement sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun de 33 1/3 %, (ou au taux réduit de 15 %, dans la limite de 38 120 euros du bénéfice imposable par période de 12 mois, par les sociétés remplissant les conditions de chiffre d'affaires et de capital prévues à l'article 219 1 b) du C.G.I.).

Une contribution sociale de 3,3 % est en outre applicable en application des dispositions de l'article 235 ter ZC du C.G.I. : elle est assise sur le montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 763 000 euros par période d'imposition de 12 mois. Sont toutefois exonérées de cette contribution les entreprises réalisant un chiffre d'affaires hors taxe de moins de 7 630 000 euros et remplissant les conditions de détention du capital prévues à l'article 235 ter ZC du C.G.I.

Une contribution exceptionnelle est enfin applicable pour les redevable de l'impôt sur les sociétés réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros. Cette contribution est égale à 10,7% de l'impôt sur les sociétés calculé sur le résultat imposable des exercices clos jusqu'au 30 décembre 2016. Les modalités d'application de cette contribution sont précisées à l'article 235 ter ZAA du C.G.I.

b) Plus-values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des Obligations sont prises en compte pour la détermination du résultat imposable.

Le montant du gain ou de la perte est égal à la différence entre le prix de cession diminué, le cas échéant, des fractions de primes de remboursement imposées, et le prix d'acquisition des Obligations. Le prix de cession et le prix de revient sont retenus « au pied du coupon ». La fraction des intérêts courus à la date de cession est retenue pour la détermination du résultat imposable, dans les conditions précisées ci-dessus.

En cas de réalisation d'une plus-value, celle-ci est imposable à l'impôt sur les sociétés tel que décrit ci-dessus. En cas de réalisation d'une moins-value, elle est déductible du résultat imposable.

3) Autres personnes physiques ou morales résidentes de France

Les résidents français autres que ceux visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont invités à se rapprocher de leur

conseil fiscal pour déterminer le régime fiscal qui leur est applicable.

2.2.17.2.2. Régime fiscal applicable aux non-résidents fiscaux français

a) Revenus

Les paiements d'intérêts et autres revenus effectués par l'Émetteur concernant les Obligations ne sont pas soumis à la retenue à la source de l'article 125 A III du C.G.I. à moins que ces paiements ne soient effectués hors de France dans un État ou territoire non-coopératif au sens de l'article 238-0 A du C.G.I. (un « État Non Coopératif »), auquel cas une retenue à la source de 75% sera applicable (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions plus favorables d'une convention fiscale applicable).

En outre, les intérêts et autres revenus sur ces Obligations ne sont plus, en application de l'article 238 A du C.G.I. déductibles des revenus imposables de l'Émetteur s'ils sont dus ou payés à des personnes établies ou domiciliées dans un État Non Coopératif ou payés sur un compte ouvert dans une institution financière située dans un État Non Coopératif. Sous certaines conditions, les intérêts et autres revenus non déductibles peuvent être requalifiés de revenus réputés distribués en vertu des articles 109 et suivants du C.G.I., et être ainsi soumis à la retenue à la source de l'article 119 bis-2 du C.G.I., à un taux de 30% ou 75% (sous réserve des dispositions plus favorables d'une convention fiscale applicable).

Par dérogation à ce qui précède, ni la retenue à la source de l'article 125 A III du C.G.I., ni la non déductibilité des intérêts et autres revenus, ni la retenue à la source de l'article 119 bis-2 du C.G.I. qui résulte de cette non-déductibilité, sous réserve que ces intérêts et autres revenus correspondent à des opérations réelles et ne présentent pas un caractère anormal ou exagéré, ne s'appliquera aux Obligations si l'Émetteur peut démontrer que l'émission des Obligations a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation de ces intérêts et autres revenus dans un État Non Coopératif (l'« Exception »). En vertu du commentaire publié par l'administration au BOFIP sous la référence BOI-RPPM-RCM-30-10-20-40-20140211 (n°60 et suivants), les Obligations peuvent bénéficier de l'Exception sans que l'Émetteur n'ait à apporter la preuve tenant à l'objet et à l'effet de cette émission d'Obligations, si ces Obligations sont :

- (i) offertes dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L. 411-1 du code monétaire et financier ou d'une offre équivalente réalisée dans un État autre qu'un État Non Coopératif. Une offre équivalente s'entend de celle rendant obligatoire l'enregistrement ou le dépôt d'un document d'information auprès d'une autorité de marché étrangère ;
- (ii) admises aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation d'instruments financiers français ou étranger, sous réserve que ce marché ou système ne soit pas situé dans un État Non Coopératif, et que le fonctionnement du marché soit assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de service d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, sous réserve que cette entreprise, prestataire ou organisme ne soit pas situé dans un État Non Coopératif ; ou
- (iii) admises, lors de leur émission, aux opérations d'un dépositaire central ou à celles d'un gestionnaire de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers au sens de l'article L. 561-2 du Code monétaire et financier sous réserve que ce dépositaire ou gestionnaire ne soit pas situé dans un État Non Coopératif.

Par conséquent, les intérêts et autres revenus servis sur les Obligations ne seront pas soumis à la retenue à la source de l'article 125 A III du C.G.I.

b) Plus-values

Sous réserve des dispositions des conventions internationales, en application des dispositions de l'article 244 bis C du C.G.I., les gains réalisés lors de la cession des Obligations par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du C.G.I. ou dont le siège social est situé hors de France (sans avoir d'établissement stable ou de base fixe en France à l'actif duquel seraient inscrits les titres) sont exonérés d'impôt en France.

2.3. ADMISSION SUR Euronext PARIS, NEGOCIATION

2.3.1. COTATION

Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris. La date d'admission est le 08/02/2017 sous le numéro de code ISIN FR0013229259

Par ailleurs, Crédit Agricole SA a signé avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB) un contrat d'animation de marché sur ces Obligations.

CA-CIB (filiale dont 97,8 % du capital est détenu par Crédit Agricole S.A. et sa filiale Delfinances et 2,2 % sont détenus par Sacam Développement filiale des Caisses Régionales) a son siège social 12, place des Etats-Unis CS -750052, 92547 MONTROUGE.

2.3.2. RESTRICTIONS SUR LA LIBRE NEGOCIABILITE DES OBLIGATIONS

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des Obligations.

2.3.3. BOURSE DE COTATION

L'emprunt obligataire émis sur le marché français par l'Émetteur sera coté à la Bourse de Paris. Sa cotation sera publiée sur Euronext Paris.

2.3.4. COTATION DES OBLIGATIONS DE MEME CATEGORIE SUR D'AUTRES MARCHES

Sans objet.

2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1. SERVICE FINANCIER

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des Obligations amorties) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Émetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes.

Le service des titres (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Émetteur.

Caceis Corporate Trust

Service Relations Investisseurs

14 rue Rouget de Lisle

92862 Issy-les-Moulineaux cedex 09

France

Tel : 01 57 78 34 44 – Fax : 01 49 08 05 80

E-mail : ct-contact@caceis.com

CACEIS Corporate Trust est une filiale à 85 % de Crédit Agricole SA et a son siège social à l'adresse indiquée ci-dessus.

2.4.2. TRIBUNAUX COMPETENTS EN CAS DE CONTESTATION

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

2.4.3. DROIT APPLICABLE

Les Obligations sont soumises au droit français.

2.4.4. BUT DE L'EMISSION

Le produit de la présente émission est destiné à pourvoir aux besoins de liquidité de l'Émetteur aux fins de financer son activité.

2.5. CONFLITS D'INTERET

Les Caisses Régionales qui commercialisent les Obligations en qualité de distributeurs sont également actionnaires de l'Émetteur au travers de la SAS La Boétie.

Par ailleurs, les sociétés Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB) et CACEIS Corporate Trust, toutes deux filiales de l'Émetteur, agissent, respectivement, la première en qualité d'animateur de marché et la seconde, assure la centralisation du service financier de l'emprunt.

CHAPITRE IV

EVENEMENTS RECENTS

1 – PRÉCISIONS

Paris, le 07 décembre 2016

Le Crédit Agricole prend acte de la décision de la Commission européenne rendue ce jour, relative au dossier Euribor.

Le Crédit Agricole est convaincu de n'avoir pas commis d'infraction au droit de la concurrence. Il fera donc appel de la décision de la Commission.

Le paiement de l'amende n'affectera pas les comptes de l'exercice 2016, compte tenu des provisions constituées.

2 - LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE APPORTE SON SOUTIEN À L'ACQUISITION PAR AMUNDI DE PIONEER INVESTMENTS, FILIALE DE GESTION D'ACTIFS D'UNICREDIT

Paris, le 12 décembre 2016

Amundi a annoncé la signature d'un accord liant en vue de l'acquisition de Pioneer Investments, la filiale de gestion d'actifs d'UniCredit, pour un prix d'achat en numéraire de 3 545 millions d'euros. Pioneer Investments, société de gestion d'actifs (222 [1] milliards d'euros d'encours sous gestion) basée à Milan, est un acteur de classe mondiale doté d'une expertise produits de premier plan et de compétences reconnues dans les gestions multi-actifs et action Europe, Amérique et monde.

Pour le groupe Crédit Agricole, cette opération est conforme aux objectifs du Plan à Moyen Terme Ambition Stratégique 2020 qui prévoit :

- Le renforcement des activités de gestion d'actifs s'inscrivant dans le business model d'Amundi ;
- L'accélération de la croissance organique de ces activités par des acquisitions ciblées, en conformité avec les critères d'acquisition d'Amundi ;
- Une présence accrue en Italie, deuxième marché domestique du Groupe.

Pour Amundi, l'acquisition de Pioneer a trois objectifs principaux:

- Conforter son statut de leader européen de la gestion d'actifs et se positionner en leader mondial en devenant le 8ème acteur par montant d'actifs sous gestion ;
- Renforcer la plateforme industrielle d'Amundi tout en améliorant ses capacités de distribution et son offre produit ;
- Créer de la valeur pour ses actionnaires par la réalisation du fort potentiel de synergies de la transaction, conformément aux annonces faites lors de son introduction en bourse de déployer son capital excédentaire avec discipline et de réaliser des acquisitions selon des critères stricts : un retour sur investissement d'au moins 10% à horizon trois ans et un effet relatif sur le bénéfice par action.

Le groupe Crédit Agricole garantira la bonne fin de l'augmentation de capital de 1,4 milliard d'euros, avec droit préférentiel de souscription, qui sera lancée par Amundi dans le courant du premier semestre 2017. Le groupe Crédit Agricole souscrira à l'offre pour maintenir son actionnariat post transaction au-delà d'un seuil de 66,7%. Le montant restant sera financé par 1,5 milliard d'euros de capital excédentaire et 0,6 milliard d'euros de dettes de premier rang et de dettes subordonnées. La transaction, qui a reçu le soutien des conseils d'administration d'Amundi et d'UniCredit, sera réalisée sous réserve des conditions usuelles de clôture et d'approbations réglementaires. L'opération devrait être finalisée d'ici la fin du premier semestre de 2017.

L'acquisition de Pioneer devrait avoir un effet relatif supérieur à 5% [2] sur le bénéfice par action de Crédit Agricole S.A., en tenant compte des synergies attendues en année pleine et hors coûts de restructuration. L'impact de la transaction sur le ratio CET1 sans mesures transitoires de Crédit Agricole S.A. est estimé à (55)-(85) pdb [3] en fonction des termes finaux du financement de la transaction. La politique de dividendes de Crédit Agricole S.A. restera inchangée.

Dominique Lefebvre, Président du Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. : « *L'acquisition de Pioneer par Amundi s'inscrit parfaitement dans le Plan à Moyen Terme Ambition Stratégique 2020 de Crédit Agricole.* »

Philippe Brassac, Directeur Général de Crédit Agricole S.A. : « *Tout en confirmant nos objectifs de croissance organique et de maîtrise des coûts, le Crédit Agricole est fier d'apporter son soutien financier à cette opération qui permet à Amundi de confirmer sa position de leader dans un marché en consolidation.* »

3 - AUGMENTATION DE CAPITAL 2016 RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

Paris, le 16 décembre 2016

L'augmentation de capital de Crédit Agricole S.A. réservée aux salariés (ACR 2016), dont la période de souscription/révocation s'est déroulée du 8 au 11 novembre 2016, a été définitivement réalisée le 15 décembre 2016. Plus de 22 000 collaborateurs du groupe Crédit Agricole, en France et dans 18 pays, ont souscrit pour un montant global de 278 millions d'euros.

Deux formules d'investissement étaient proposées aux salariés : l'une classique et l'autre avec effet de levier dite « Multiple ». L'émission des actions nouvelles et la livraison aux salariés ont eu lieu le 15 décembre 2016, portant ainsi à environ 4,7 % le taux d'actionnariat salarié à ce jour.

Le nombre d'actions nouvelles créées par cette augmentation de capital est de 36 813 711, portant à 2 846 104 526 le nombre total d'actions au capital de Crédit Agricole SA. La dilution liée à cette opération est de 1,3% et l'impact sur l'actif net tangible par action est très faible à - 0,5 %.

O

A découper et à adresser à :



CRÉDIT AGRICOLE S. A.
Service des Publications
12, place des États Unis - 92127 – Montrouge Cedex France

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Code Postal :

Désire recevoir :

- ☐ *le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2015 sous le numéro D.15-0180 , ainsi que de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2015 sous le numéro D.15-0180-A01, le 7 mai 2015 sous le numéro D.15-0180-A02, le 12 août 2015 sous le numéro D.15-0180-A03 et le 6 novembre 2015 sous le numéro D.15-0180-A04*
- ☐ *le communiqué de presse du 9 mars 2016 intitulé « Ambitions Stratégiques 2020 » présentant le plan à moyen terme 2016-2019 du Groupe Crédit Agricole*
- ☐ *le document de référence ayant reçu le numéro de dépôt D.16-0148 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 16 mars 2016.*
- ☐ *l'actualisation du document de référence ayant reçu le numéro de dépôt D.16-0148-A01 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 1^{er} avril 2016.*
- ☐ *l'actualisation du document de référence ayant reçu le numéro de dépôt D.16-0148-A02 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 12 mai 2016.*
- ☐ *l'actualisation du document de référence ayant reçu le numéro de dépôt D.16-0148-A03 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 12 août 2016.*
- ☐ *l'actualisation du document de référence ayant reçu le numéro de dépôt D.16-0148-A04 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 10 novembre 2016.*



*Société anonyme au capital de 8.538.313.578 euros
12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex, France
784608416 RCS Nanterre - APE 651 D*